

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2023/42056]

7 AVRIL 2023. — Loi portant modificatio de la loi du 11 décembre 1998, relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité*

Art. 2. L'intitulé de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, remplacé par la loi du 3 mai 2005, est remplacé par ce qui suit: "loi relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé".

Art. 3. Dans la même loi, l'intitulé du chapitre I est remplacé par ce qui suit:

"Chapitre I. Disposition générale et définitions."

Art. 4. Dans le chapitre I de la même loi, il est inséré un article 1bis rédigé comme suit:

"Art. 1bis. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par:

1° "la classification": l'attribution d'un degré de protection par ou en vertu de la loi ou par ou en vertu des traités ou conventions liant la Belgique;

2° "la déclassification": la suppression totale de tout degré de protection;

3° "les informations classifiées": les informations, le matériel, les matériaux ou matières, quels qu'en soient la forme, la nature ou le mode de transmission, auxquels une classification a été attribuée et qui, dans l'intérêt de la sécurité nationale, nécessitent une protection contre tout accès non autorisé, toute utilisation et divulgation inappropriée;

4° "l'utilisation des informations classifiées": toutes opérations dont des informations classifiées sont susceptibles de faire l'objet, comme la production, la prise de connaissance, le traitement, la finalisation, la reproduction, la conservation, le transport, la transmission, la diffusion, la déclassification, la modification du niveau de classification et la destruction;

5° "l'autorité d'origine": l'autorité administrative sous l'autorité ou l'instruction de laquelle des informations classifiées sont générées par le titulaire d'une habilitation de sécurité dans les cas déterminés par la loi;

6° "l'installation physique": l'environnement, le terrain, le bâtiment, les bureaux, les espaces et toutes les autres zones où des informations classifiées sont utilisées;

7° "le système de communication et d'information": un système permettant d'utiliser des informations classifiées sous forme électronique;

8° "le matériel cryptographique": les algorithmes cryptographiques, les modules matériels et logiciels cryptographiques, les produits comprenant les modalités de mise en œuvre et la documentation y relative, ainsi que le matériel de mise à la clé;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2023/42056]

7 APRIL 2023. — Wet houdende wijziging van de wet van 11 december 1998, betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen*

Art. 2. Het opschrift van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, vervangen bij de wet van 3 mei 2005, wordt vervangen als volgt: "wet betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst".

Art. 3. In dezelfde wet wordt het opschrift van hoofdstuk I vervangen als volgt:

"Hoofdstuk I. Algemene bepaling en definities."

Art. 4. In hoofdstuk I van dezelfde wet wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidende:

"Art. 1bis. Voor de toepassing van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder:

1° "de classificatie": de toekenning van een beschermingsniveau door of krachtens de wet of door of krachtens de verdragen of overeenkomsten die België binden;

2° "de declassificatie": de volledige opheffing van elk beschermingsniveau;

3° "de geclassificeerde informatie": de informatie, het materieel, de materialen of de stoffen, ongeacht de vorm, aard of wijze van overdracht, waaraan een classificatie is toegekend en die in het belang van de nationale veiligheid, een bescherming vereisen tegen elke niet-geautoriseerde toegang, elke niet-geëigende aanwending en verspreiding;

4° "de aanwending van geclassificeerde informatie": alle handelingen waaraan geclassificeerde informatie kan worden onderworpen, zoals de productie, de kennisname, de verwerking, het finaliseren, de reproductie, de bewaring, het vervoer, het doorsturen, het verspreiden, de declassificatie, het wijzigen van het classificatieniveau en de vernietiging;

5° "de overheid van oorsprong": de administratieve overheid onder wiens gezag of instructie geclassificeerde informatie is gegenereerd door de houder van een veiligheidsmachtiging in de door de wet bepaalde gevallen;

6° "de fysieke installatie": de omgeving, het terrein, het gebouw, de burelen, de ruimtes en alle andere zones waar geclassificeerde informatie wordt aangewend;

7° "het communicatie- en informatiesysteem": een systeem dat toelaat geclassificeerde informatie in elektronische vorm aan te wenden;

8° "het cryptografisch materiaal": de cryptografische algoritmen, de cryptografische hard- en softwaremodules, de producten met inbegrip van de nadere regels betreffende de uitvoering en de bijbehorende documentatie, alsook het sleutel materiaal;

9° “l’enquête de sécurité”: l’enquête effectuée par un service de renseignement et de sécurité qui vise à établir que toutes les conditions nécessaires à la délivrance d’une habilitation de sécurité sont réunies, en tenant compte du niveau et de l’objet de l’habilitation de sécurité;

10° “l’habilitation de sécurité”: la décision officielle, établie après une enquête de sécurité, selon laquelle, pour accéder à des données auxquelles une classification de niveau CONFIDENTIEL ou supérieur, au sens de la présente loi, a été attribuée:

a) une personne physique présente des garanties suffisantes quant à la discrétion, la loyauté et l’intégrité;

b) une personne morale présente des garanties suffisantes quant à la discrétion, la loyauté et l’intégrité de ses organes et préposés susceptibles d’avoir accès à ces données;

11° “l’approbation d’un système de communication et d’information”: l’autorisation officielle d’utiliser un système de communication et d’information pour l’utilisation d’informations classifiées après que ce système a été soumis à une procédure d’approbation;

12° “l’approbation d’une installation physique”: l’autorisation officielle d’utiliser une installation physique pour l’utilisation d’informations classifiées de niveau confidentiel ou supérieur, après que l’installation physique a été soumise à une procédure d’approbation;

13° “l’approbation d’un produit cryptographique”: l’autorisation officielle d’utiliser un produit cryptographique pour la protection des informations classifiées, après que ce produit a été soumis à une procédure d’approbation;

14° “l’autorité de sécurité”: l’une des autorités suivantes, selon le cas:

a) l’Autorité nationale de sécurité;

b) la Sûreté de l’État;

c) le Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées;

15° “l’officier de sécurité”:

a) le fonctionnaire, titulaire d’une habilitation de sécurité, qui, dans une administration publique, un organisme d’intérêt public ou une entreprise publique autonome utilisant des informations classifiées, est désigné par le ministre ou son délégué ou, à défaut de tutelle d’un ministre, le chef de cette administration publique, de cet organisme d’intérêt public ou de cette entreprise publique autonome, pour veiller à l’observation des règles de sécurité;

b) le membre du personnel, titulaire d’une habilitation de sécurité, qui au sein d’une personne morale titulaire d’une habilitation de sécurité, est désigné par la direction de la personne morale pour veiller à l’observation des règles de sécurité;

c) le fonctionnaire, titulaire d’une habilitation de sécurité, qui, dans une administration publique, un organisme d’intérêt public ou une entreprise publique autonome, est désigné par le ministre ou son délégué ou, à défaut de tutelle d’un ministre, le chef de cette administration publique, de cet organisme d’intérêt public ou de cette entreprise publique autonome, pour veiller à l’observation des règles de sécurité dans le cadre d’un avis de sécurité ou d’une attestation de sécurité, ou le membre du personnel, titulaire d’une habilitation de sécurité, qui est désigné par la direction de la personne morale pour veiller à l’observation des règles de sécurité dans le cadre d’un avis de sécurité ou d’une attestation de sécurité;

d) le magistrat du ministère public, titulaire d’une habilitation de sécurité, qui est désigné par le chef de corps ci-dessous pour veiller à l’observation des règles de sécurité:

— le procureur fédéral en ce qui concerne le parquet fédéral;

— le procureur général concerné en ce qui concerne les parquets, les auditorats du travail, le parquet général et l’auditorat général de son ressort;

— le président du Collège des procureurs généraux en ce qui concerne le service d’appui du ministère public;

16° “un service de renseignement et de sécurité”: la Sûreté de l’État ou le Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées;

17° “la Décision 1104/2011/UE”: la Décision n° 1104/2011/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 relative aux modalités d’accès au service public réglementé offert par le système mondial de radionavigation par satellite issu du programme Galileo;

9° “het veiligheidsonderzoek”: het onderzoek uitgevoerd door een inlichtingen- en veiligheidsdienst dat beoogt vast te stellen dat alle noodzakelijke voorwaarden voor het afgeven van een veiligheidsmachtiging vervuld zijn, rekening houdend met het niveau en het voorwerp van de veiligheidsmachtiging;

10° “de veiligheidsmachtiging”: de officiële beslissing, opgesteld na een veiligheidsonderzoek, luidens dewelke, om toegang te krijgen tot gegevens waaraan een classificatie van het niveau VERTROUWELIJK of hoger is toegekend in de zin van deze wet:

a) een natuurlijke persoon voldoende garanties biedt inzake geheimhouding, loyauté en integriteit;

b) een rechtspersoon voldoende garanties biedt inzake geheimhouding, loyauté en integriteit van zijn organen en aangestelden die in aanmerking komen om toegang te hebben tot die gegevens;

11° “de goedkeuring van een communicatie- en informatiesysteem”: de officiële toelating om een communicatie- en informatiesysteem te hanteren voor de aanwending van geclassificeerde informatie nadat dit systeem werd onderworpen aan een goedkeuringsprocedure;

12° “de goedkeuring van een fysieke installatie”: de officiële toelating om een fysieke installatie te hanteren voor de aanwending van geclassificeerde informatie van het niveau VERTROUWELIJK of hoger, nadat de fysieke installatie werd onderworpen aan een goedkeuringsprocedure;

13° “de goedkeuring van een cryptografisch product”: de officiële toelating om een cryptografisch product te hanteren voor de bescherming van geclassificeerde informatie, nadat dit product werd onderworpen aan een goedkeuringsprocedure;

14° “de veiligheidsoverheid”: een van de volgende overheden, al naargelang het geval:

a) de Nationale Veiligheidsoverheid;

b) de Veiligheid van de Staat;

c) de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht;

15° “de veiligheidsofficier”:

a) de ambtenaar, houder van een veiligheidsmachtiging, die, in een openbaar bestuur, een instelling van openbaar nut of een autonoom overheidsbedrijf die geclassificeerde informatie aanwenden, wordt aangewezen door de minister of zijn gedelegeerde of, bij ontstentenis van een minister met voogdij, door het hoofd van dit openbaar bestuur, van deze instelling van openbaar nut of van dit autonoom overheidsbedrijf, om te zorgen voor de inachtneming van de veiligheidsregels;

b) het personeelslid, houder van een veiligheidsmachtiging, die in de schoot van een rechtspersoon die houder is van een veiligheidsmachtiging door de directie van de rechtspersoon wordt aangewezen om te zorgen voor de inachtneming van de veiligheidsregels;

c) de ambtenaar, houder van een veiligheidsmachtiging, die, in een openbaar bestuur, een instelling van openbaar nut of een autonoom overheidsbedrijf, wordt aangewezen door de minister of zijn gedelegeerde of, bij ontstentenis van een minister met voogdij, door het hoofd van dit openbaar bestuur, van deze instelling van openbaar nut of van dit autonoom overheidsbedrijf, om te zorgen voor de inachtneming van de veiligheidsregels in het kader van een veiligheidsadvies of een veiligheidsattest, of het personeelslid, houder van een veiligheidsmachtiging, dat door de directie van de rechtspersoon wordt aangewezen om te zorgen voor de inachtneming van de veiligheidsregels in het kader van een veiligheidsadvies of een veiligheidsattest;

d) de magistrat van het openbaar ministerie, houder van een veiligheidsmachtiging, die door onderstaande korpschef wordt aangewezen om te zorgen voor de inachtneming van de veiligheidsregels:

— de federale procureur wat het federaal parket betreft;

— de betrokken procureur-generaal wat de parketten, de arbeidsauditoraten, het parket-generaal en het auditoraat-generaal van zijn ressort betreft;

— de voorzitter van het College van procureurs-generaal wat de steundienst van het openbaar ministerie betreft;

16° “een inlichtingen- en veiligheidsdienst”: de Veiligheid van de Staat of de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht;

17° “het Besluit 1104/2011/EU”: het Besluit nr. 1104/2011/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2011 betreffende de voorwaarden voor toegang tot de overheidsdienst (publiek gereuleerde dienst) die wordt aangeboden door het wereldwijde satellietnavigatiesysteem dat is ingevoerd door het Galileo-programma;

18° “le service public réglementé”: le service public réglementé issu du système mondial de radionavigation par satellite Galileo, visé par la Décision 1104/2011/UE;

19° “l'accès au service public réglementé”: l'utilisation du service public réglementé et le fait de disposer d'équipement et des technologies destinés au service public réglementé, y compris la mise en service d'équipements et les actions destinées à tester, perturber ou falsifier le service public réglementé;

20° “la communauté d'utilisateurs”: un ensemble d'utilisateurs du service public réglementé, résidant ou établis sur le territoire belge et dont l'organisation et le fonctionnement sont conformes aux normes minimales communes adoptées en application de l'article 8 de la Décision 1104/2011/UE, qui par l'intermédiaire d'un point de contact commun, interagissent avec l'autorité compétente pour le service public réglementé;

21° “l'équipement”: les modules de sécurité et les récepteurs destinés au service public réglementé, ainsi que les instruments destinés à tester, approuver et faire fonctionner ces modules de sécurité et récepteurs;

22° “les technologies”: les logiciels, les matériels informatiques et les informations, y compris les clés, requis pour la recherche et le développement, la conception, l'approbation, la production ou l'utilisation d'équipements destinés au service public réglementé.”.

Art. 5. Dans la même loi, il est inséré un chapitre lbis intitulé:

“Chapitre lbis. L'Autorité Nationale de Sécurité.”.

Art. 6. Dans le chapitre lbis, inséré par l'article 5, il est inséré un article 1ter rédigé comme suit:

“Art. 1ter. L'Autorité Nationale de Sécurité est une autorité de sécurité dont le fonctionnement et l'organisation sont déterminés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.”.

Art. 7. Dans le même chapitre lbis, il est inséré un article 1quater rédigé comme suit:

“Art. 1quater. L'Autorité Nationale de Sécurité exerce les compétences suivantes:

1° la préparation de la politique belge de sécurité relative à la protection des informations classifiées;

2° la préparation de la politique de sécurité internationale applicable à la Belgique relative à la protection des informations classifiées;

3° le contrôle de la mise en place des mesures de protection telles que visées à l'article 7;

4° la délivrance, la modification, la suspension et le retrait des habilitations de sécurité;

5° la délivrance, la modification, la suspension et le retrait des approbations d'installations physiques;

6° la délivrance, la modification, la suspension et le retrait des approbations de systèmes de communication et d'information, y compris les mesures destinées à prévenir la compromission par rayonnement électromagnétique;

7° la délivrance, la modification, la suspension et le retrait des approbations de produits cryptographiques;

8° la gestion et la distribution de matériel cryptographique;

9° les interventions en tant qu'autorité belge responsable pour le service public réglementé telles que visées à l'article 5 de la Décision 1104/2011/UE;

10° la coopération internationale dans le cadre de la présente loi et dans tous les cas où des conventions internationales attribuent des compétences et obligations à l'Autorité Nationale de sécurité.”.

Art. 8. Dans le même chapitre lbis, il est inséré un article 1quinquies rédigé comme suit:

“Art. 1quinquies. La Sûreté de l'État exerce les compétences de l'Autorité Nationale de Sécurité visées à l'article 1quater, 3° à 6° et 10°, pour ce qui la concerne.

Le Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées exerce les compétences de l'Autorité Nationale de Sécurité visées à l'article 1quater, 3° à 8° et 10°, en ce qui concerne la Défense.

Les compétences visées à l'article 1quater, 4° à 7°, attribuées aux autorités visées aux alinéas 1^{er} et 2 sont exercées par leur chef de service ou par un fonctionnaire de niveau A ou un officier supérieur délégué par lui.”.

18° “de publiek gereguleerde dienst”: de publiek gereguleerde dienst ingevoerd door het wereldwijde satellietnavigatiesysteem Galileo, zoals bedoeld in het Besluit 1104/2011/EU;

19° “de toegang tot de publiek gereguleerde dienst”: het gebruik van de publiek gereguleerde dienst en het beschikken over apparatuur en technologieën bedoeld voor de publiek gereguleerde dienst, met inbegrip van de ingebruikneming van apparatuur en de handelingen gericht op het testen, storen of vervalsen van de publiek gereguleerde dienst;

20° “de gebruikersgemeenschap”: een verzameling gebruikers van de publiek gereguleerde dienst, verblijvende of gevestigd op het Belgisch grondgebied en waarvan de organisatie en het functioneren in overeenstemming zijn met de gemeenschappelijke minimumnormen aangenomen in toepassing van artikel 8 van het Besluit 1104/2011/EU, die door middel van een gemeenschappelijk contactpunt interageren met de bevoegde overheid voor de publiek gereguleerde dienst;

21° “de apparatuur”: de veiligheidsmodules en de ontvangers bedoeld voor de publiek gereguleerde dienst, alsook de instrumenten bedoeld voor het testen, goedkeuren en laten functioneren van deze veiligheidsmodules en ontvangers;

22° “de technologieën”: de software, de hardware en de informatie, inclusief de sleutels, die vereist zijn voor het onderzoek en de ontwikkeling, het ontwerp, de goedkeuring, de productie of het gebruik van apparatuur bedoeld voor de publiek gereguleerde dienst.”.

Art. 5. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk lbis ingevoegd, luidende:

“Hoofdstuk lbis. De Nationale Veiligheidsoverheid.”.

Art. 6. In hoofdstuk lbis, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 1ter ingevoegd, luidende:

“Art. 1ter. De Nationale Veiligheidsoverheid is een veiligheidsoverheid waarvan de werking en de organisatie bepaald worden door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.”.

Art. 7. In hetzelfde hoofdstuk lbis wordt een artikel 1quater ingevoegd, luidende:

“Art. 1quater. De Nationale Veiligheidsoverheid oefent de volgende bevoegdheden uit:

1° de voorbereiding van het Belgische veiligheidsbeleid met betrekking tot de bescherming van geclassificeerde informatie;

2° de voorbereiding van het voor België van toepassing zijnde internationale veiligheidsbeleid met betrekking tot de bescherming van geclassificeerde informatie;

3° het toezicht op de tenuitvoerlegging van beschermingsmaatregelen zoals bedoeld in artikel 7;

4° de aflevering, de wijziging, de schorsing en de intrekking van veiligheidsmachtigingen;

5° de aflevering, de wijziging, de schorsing en de intrekking van de goedkeuringen van fysieke installaties;

6° de aflevering, de wijziging, de schorsing en de intrekking van goedkeuringen van communicatie- en informatiesystemen, met inbegrip van de maatregelen die compromittering door elektromagnetische straling moeten voorkomen;

7° de aflevering, de wijziging, de schorsing en de intrekking van goedkeuringen van cryptografische producten;

8° het beheer en de verdeling van cryptografisch materiaal;

9° het optreden als Belgische verantwoordelijke autoriteit voor de publiek gereguleerde dienst zoals bedoeld in artikel 5 van het Besluit 1104/2011/EU;

10° de internationale samenwerking in het kader van deze wet en in alle gevallen waar internationale overeenkomsten bevoegdheden en verplichtingen toewijzen aan de Nationale Veiligheidsoverheid.”.

Art. 8. In hetzelfde hoofdstuk lbis wordt een artikel 1quinquies ingevoegd, luidende:

“Art. 1quinquies. De Veiligheid van de Staat oefent de bevoegdheden uit van de Nationale Veiligheidsoverheid bedoeld in artikel 1quater, 3° tot 6° en 10°, voor wat haar betreft.

De Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht oefent de bevoegdheden uit van de Nationale Veiligheidsoverheid bedoeld in artikel 1quater, 3° tot 8° en 10°, voor wat betreft Defensie.

De bevoegdheden bedoeld in artikel 1quater, 4° tot 7°, toegekend aan de overheden bedoeld in het eerste en het tweede lid worden uitgeoefend door hun diensthof of door een ambtenaar van het niveau A of een hoofdofficier aangewezen door hem.”.

Art. 9. Dans le même chapitre lbis, il est inséré un article 1sexies rédigé comme suit:

“Art. 1sexies. Des habilitations de sécurité et des approbations de systèmes de communication et d’information, d’installations physiques et de produits cryptographiques peuvent être modifiées, suspendues ou retirées si les règles relatives à la protection des informations classifiées ne sont pas respectées ou si les conditions pour la délivrance de l’habilitation de sécurité ou pour l’approbation de systèmes de communication et d’information, d’installations physiques ou de produits cryptographiques ne sont plus remplies.”.

Art. 10. Dans le même chapitre lbis, il est inséré un article 1septies rédigé comme suit:

“Art. 1septies. Le contrôle visé à l’article 1quater, 3°, consiste en l’exécution de contrôles et d’inspections quant à l’exécution correcte des dispositions des articles 7 et 8.

L’Autorité Nationale de Sécurité peut formuler des recommandations et instructions en vue d’améliorer la protection des informations classifiées.

Lorsque des manquements ou des infractions sont constatés, la personne morale, l’administration publique, l’organisme d’intérêt public ou l’entreprise publique autonome qui est concerné, met en place des mesures correctives.

Le Roi fixe les modalités du contrôle.”.

Art. 11. Dans la même loi, il est inséré un chapitre Iter intitulé:

“Chapitre Iter. L’officier de sécurité.”

Art. 12. Dans le chapitre Iter, inséré par l’article 11, il est inséré un article 1octies rédigé comme suit:

“Article 1octies. § 1^{er}. L’officier de sécurité est chargé:

1° de veiller à l’observation des règles de sécurité relatives à la protection des informations classifiées;

2° de l’application des prescriptions relatives aux attestations de sécurité et avis de sécurité, en particulier de la notification des éléments relatifs aux personnes qui ont reçu un avis de sécurité ou une attestation de sécurité, et qui peuvent mener à une modification de cet avis de sécurité ou de cette attestation de sécurité.

§ 2. Le Roi peut confier à l’officier de sécurité d’autres missions dans le cadre de l’application de la présente loi.

§ 3. L’officier de sécurité exerce ses missions de façon complètement indépendante. Il fait rapport au dirigeant de l’administration publique, de l’organisme d’intérêt public ou de l’entreprise publique autonome, au chef de corps respectif du ministère public visé à l’article 1bis, 15°, d), ou au responsable d’une personne morale de droit privé.

Il informe l’Autorité Nationale de Sécurité lorsque cela est prévu.”.

Art. 13. L’article 2 de la même loi, modifié par la loi du 11 septembre 2022, est abrogé.

Art. 14. Dans l’article 3, § 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 11 septembre 2022, les mots “dont l’utilisation inappropriée peut” sont remplacés par les mots “dont l’accès non autorisé ou l’utilisation et la divulgation inappropriée peuvent”.

Art. 15. L’article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

“Art. 4. La classification visée à l’article 3, § 1^{er}, comprend quatre niveaux: TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL et RESTREINT.

Le niveau TRÈS SECRET est attribué lorsque l’utilisation inappropriée peut porter très gravement atteinte à un des intérêts visés à l’article 3, § 1^{er}.

Le niveau SECRET est attribué lorsque l’utilisation inappropriée peut porter gravement atteinte à un des intérêts visés à l’article 3, § 1^{er}.

Le niveau CONFIDENTIEL est attribué lorsque l’utilisation inappropriée peut porter atteinte à un des intérêts visés à l’article 3, § 1^{er}.

Le niveau RESTREINT est attribué lorsque l’utilisation inappropriée peut être défavorable à un des intérêts visés à l’article 3, § 1^{er}.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les autorités et les personnes qui peuvent octroyer, réviser et abroger un niveau de classification.”.

Art. 9. In hetzelfde hoofdstuk lbis wordt een artikel 1sexies ingevoegd, luidende:

“Art. 1sexies. Veiligheidsmachtigingen en goedkeuringen van communicatie- en informatiesystemen, fysieke installaties en cryptografische producten kunnen worden gewijzigd, geschorst of ingetrokken indien de regels met betrekking tot de bescherming van geclassificeerde informatie niet worden nageleefd of indien de voorwaarden voor de aflevering van de veiligheidsmachtiging of voor de goedkeuring van de communicatie- en informatiesystemen, fysieke installaties of cryptografische producten niet langer vervuld zijn.”.

Art. 10. In hetzelfde hoofdstuk lbis wordt een artikel 1septies ingevoegd, luidende:

“Art. 1septies. Het toezicht bedoeld in artikel 1quater, 3°, bestaat uit het uitvoeren van controles en inspecties aangaande de correcte tenuitvoerlegging van de bepalingen van de artikelen 7 en 8.

De Nationale Veiligheidsoverheid kan aanbevelingen en instructies formuleren teneinde de bescherming van geclassificeerde informatie te verbeteren.

Indien tekortkomingen of inbreuken worden vastgesteld, neemt de rechtspersoon, het openbaar bestuur, de instelling van openbaar nut of het autonoom overheidsbedrijf dat betrokken is, corrigerende maatregelen.

De Koning bepaalt de nadere regels van het toezicht.”.

Art. 11. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk Iter ingevoegd, luidende:

“Hoofdstuk Iter. De veiligheidsofficier.”

Art. 12. In hoofdstuk Iter, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 1octies ingevoegd, luidende:

“Artikel 1octies. § 1. De veiligheidsofficier wordt belast met:

1° het zorgen voor de inachtneming van de veiligheidsregels inzake de bescherming van geclassificeerde informatie;

2° het toepassen van de voorschriften betreffende veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, in het bijzonder de melding van elementen in verband met personen die een veiligheidsadvies of een veiligheidsattest hebben ontvangen, en die kunnen leiden tot een wijziging van dit veiligheidsadvies of dit veiligheidsattest.

§ 2. De Koning kan aan de veiligheidsofficier andere opdrachten toevertrouwen in het kader van de toepassing van deze wet.

§ 3. De veiligheidsofficier oefent zijn opdrachten volledig onafhankelijk uit. Hij brengt verslag uit aan de leidinggevende van het openbaar bestuur, van de instelling van openbaar nut of van het autonoom overheidsbedrijf, aan de respectievelijke korpschef van het openbaar ministerie bedoeld in artikel 1bis, 15°, d), of aan de verantwoordelijke van een privaatrechtelijke rechtspersoon.

Hij informeert de Nationale Veiligheidsoverheid wanneer dat voorzien is.”.

Art. 13. Artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 september 2022, wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 3, § 1, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 september 2022, worden de woorden “waarvan de niet-geëigende aanwending nadelig ” vervangen door de woorden “waarvan de niet-geautoriseerde toegang of de niet-geëigende aanwending en verspreiding nadelig”.

Art. 15. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“Art. 4. De classificatie bedoeld in artikel 3, § 1, bestaat uit vier niveaus: ZEER GEHEIM, GEHEIM, VERTROUWELIJK en BEPERKT.

Het niveau ZEER GEHEIM wordt toegekend wanneer de niet-geëigende aanwending buitengewoon ernstige schade kan toebrengen aan één van de belangen bedoeld in artikel 3, § 1.

Het niveau GEHEIM wordt toegekend wanneer de niet-geëigende aanwending ernstige schade kan toebrengen aan één van de belangen bedoeld in artikel 3, § 1.

Het niveau VERTROUWELIJK wordt toegekend wanneer de niet-geëigende aanwending schade kan toebrengen aan één van de belangen bedoeld in artikel 3, § 1.

Het niveau BEPERKT wordt toegekend wanneer de niet-geëigende aanwending nadelig kan zijn voor één van de belangen bedoeld in artikel 3, § 1.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de overheden en de personen die een classificatieniveau kunnen toekennen, herzien en opheffen.”.

Art. 16. Dans l'article 5*bis*, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi de 7 juillet 2002, les mots "article 3, i)" sont remplacés par les mots "article 3, § 1^{er}, i)".

Art. 17. Dans l'article 6 de la même loi, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

"Les informations classifiées qui sont échangées dans le cadre de traités ou de conventions internationaux qui lient la Belgique, conservent la classification qui leur a été attribuée."

Art. 18. L'article 7 de la même loi, remplacé par la loi du 11 septembre 2022, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 7. § 1^{er}. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de la protection et de la déclassification des informations classifiées. La protection des informations classifiées comprend au moins les mesures de protection portant sur les cinq catégories suivantes:

- 1° les mesures de protection applicables lors de la classification et de la gestion d'informations classifiées;
- 2° les mesures de protection physiques;
- 3° les mesures de protection des systèmes d'information et de communication;
- 4° les mesures de protection relatives aux personnes;
- 5° les mesures de protection liées aux marchés publics.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités concernant les procédures d'approbation visées à l'article 1*bis*, 11°, 12° et 13°.

§ 2. Sauf dans les cas visés au paragraphe 3, alinéas 4 et 6, et au paragraphe 5, la classification expire après que l'autorité d'origine prend, conformément au paragraphe 3, la décision explicite de la déclassifier, au plus tard à l'issue du délai suivant, à compter de la finalisation de l'information classifiée:

- 1° après vingt ans pour une classification de niveau CONFIDENTIEL;
- 2° après trente ans pour une classification de niveau SECRET;
- 3° après cinquante ans pour une classification de niveau TRÈS SECRET.

L'autorité d'origine peut à tout moment décider de déclassifier ou de modifier la classification avant l'expiration du délai de déclassification.

Le fait que des informations classifiées sont déclassifiées, est clairement marqué sur ces informations déclassifiées.

En cas d'abaissement du niveau de classification, le délai après lequel la décision visée à l'alinéa 1^{er} doit intervenir est celui prévu pour le nouveau niveau de classification. Ce délai commence à courir à partir de la finalisation de l'information classifiée. Si l'ancienneté de l'information classifiée est supérieure à la durée du délai du nouveau niveau de classification visé dans l'alinéa 1^{er}, l'autorité d'origine motive le maintien d'un niveau de classification conformément au paragraphe 3, alinéas 1^{er}, 2 et 9, 3°.

L'autorité d'origine ne peut attribuer un niveau de classification plus élevé que si de nouveaux éléments sont ajoutés à l'information classifiée ou que si le contexte a profondément changé. Dans ce cas, le délai de classification est prolongé, mais son point de départ reste la finalisation de l'information classifiée originelle.

§ 3. Au plus tard au terme du délai prévu au paragraphe 2 et au plus tôt six mois avant son expiration, l'autorité d'origine décide si l'information classifiée peut être déclassifiée.

En vue de protéger les intérêts énumérés à l'article 3, § 1^{er}, l'autorité d'origine peut décider de maintenir la classification et le cas échéant d'abaisser le niveau de classification selon les modalités prévues au paragraphe 2, alinéa 4.

Une évaluation de la décision de maintien d'une classification a lieu au plus tard dix ans après cette décision. Les alinéas 9 et 10 s'appliquent à cette évaluation et aux évaluations suivantes, qui ont lieu chaque fois après dix ans au maximum et ce, jusqu'à la déclassification.

La classification expire automatiquement après cent ans.

Art. 16. In artikel 5*bis*, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 7 juli 2002, worden de woorden "artikel 3, i)" vervangen door de woorden "artikel 3, § 1, i)".

Art. 17. In artikel 6 van dezelfde wet wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"De geclassificeerde informatie die uitgewisseld wordt in het kader van internationale verdragen of internationale overeenkomsten die bindend zijn voor België, behoudt de classificatie die haar is toegekend."

Art. 18. Artikel 7 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 11 september 2022, wordt vervangen als volgt:

"Art. 7. § 1. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels van de bescherming en de declassificatie van geclassificeerde informatie. De bescherming van geclassificeerde informatie bestaat minstens uit de beschermingsmaatregelen die betrekking hebben op de vijf volgende categorieën:

- 1° de beschermingsmaatregelen van toepassing voor de classificatie en het beheer van geclassificeerde informatie;
- 2° de fysieke beschermingsmaatregelen;
- 3° de beschermingsmaatregelen van communicatie- en informatiesystemen;
- 4° de persoonsgebonden beschermingsmaatregelen;
- 5° de beschermingsmaatregelen verbonden aan de overheidsopdrachten.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels betreffende de goedkeuringsprocedures bedoeld in artikel 1*bis*, 11°, 12° en 13°.

§ 2. Behoudens in de gevallen bedoeld in paragraaf 3, vierde en zesde lid, en paragraaf 5, vervalt de classificatie na de uitdrukkelijke beslissing tot declassificatie door de overheid van oorsprong overeenkomstig paragraaf 3, die ten laatste plaatsvindt na de volgende termijn, te rekenen vanaf de finalisatie van de geclassificeerde informatie:

- 1° na twintig jaar voor een classificatie van het niveau VERTROUWELIJK;
- 2° na dertig jaar voor een classificatie van het niveau GEHEIM;
- 3° na vijftig jaar voor een classificatie van het niveau ZEER GEHEIM.

De overheid van oorsprong kan te allen tijde beslissen om te declassificeren of de classificatie te wijzigen voor het verstrijken van de declassificatietermijn.

Het feit dat geclassificeerde informatie gedeëclassificeerd wordt, wordt duidelijk aangebracht op deze gedeëclassificeerde informatie.

Bij een verlaging van het classificatieniveau is de termijn waarna de in het eerste lid bedoelde beslissing moet plaatsvinden die van het nieuwe classificatieniveau. Deze termijn begint te lopen vanaf de finalisatie van de geclassificeerde informatie. Indien de geclassificeerde informatie al langer is geëclassificeerd dan de in het eerste lid bedoelde termijn van het nieuwe classificatieniveau, omkleedt de overheid van oorsprong het behoud van een classificatieniveau overeenkomstig paragraaf 3, eerste, tweede en negende lid, 3°, met redenen.

De overheid van oorsprong kan slechts een hoger classificatieniveau toekennen indien nieuwe elementen aan de geclassificeerde informatie worden toegevoegd of bij een sterk gewijzigde context. In dat geval wordt de classificatietermijn verlengd, maar wordt deze nog steeds gerekend vanaf de finalisatie van de oorspronkelijke geclassificeerde informatie.

§ 3. Ten laatste aan het einde van de in paragraaf 2 bepaalde termijn en ten vroegste zes maanden voor het verstrijken ervan beslist de overheid van oorsprong of de geclassificeerde informatie kan worden gedeëclassificeerd.

Met het oog op de bescherming van de in artikel 3, § 1, opgesomde belangen kan de overheid van oorsprong beslissen om de classificatie te behouden, en in voorkomend geval het classificatieniveau te verlagen overeenkomstig de in paragraaf 2, vierde lid, bepaalde nadere regels.

Een evaluatie van de beslissing tot behoud van een classificatie vindt plaats ten laatste tien jaar na deze beslissing. Het negende en het tiende lid zijn van toepassing op deze evaluatie en op de volgende evaluaties die telkens ten laatste na tien jaar plaatsvinden, en dit tot aan de declassificatie.

De classificatie vervalt automatisch na honderd jaar.

En l'absence d'évaluation dans les dix ans, l'organe de contrôle compétent peut ordonner par écrit à l'autorité d'origine d'évaluer la classification dans les trois mois conformément aux alinéas 1^{er} à 3 et 8 à 10.

Si l'évaluation n'a pas lieu dans les trois mois après cet ordre écrit, la classification expire.

Les organes de contrôle compétents de l'autorité d'origine sont déterminés par le Roi.

L'autorité d'origine tient un ou plusieurs registres classifiés concernant les décisions visées aux alinéas 1^{er} et 2 et au paragraphe 2, alinéa 5.

Chaque registre mentionne:

- 1° le numéro de référence de l'information classifiée;
- 2° la nature (déclassification, maintien ou modification de la classification) et la date de la décision;
- 3° le cas échéant, la raison pour laquelle l'information classifiée n'a pas été déclassifiée, avec une référence explicite à un ou plusieurs intérêts énumérés à l'article 3, § 1^{er}, ainsi qu'une motivation succincte;
- 4° le niveau de classification initial et éventuellement le nouveau niveau de classification.

Les registres sont à la disposition de l'organe de contrôle compétent de l'autorité d'origine.

§ 4. Même après l'expiration du délai prévu au paragraphe 2, les destinataires considèrent l'information classifiée en leur possession comme classifiée à moins que l'autorité d'origine ne leur en notifie la déclassification de sa propre initiative ou en réponse à une demande formulée par le destinataire.

§ 5. Les informations classifiées émanant d'une autorité d'origine étrangère ou supranationale et les informations classifiées mixtes, qui sont d'origine partiellement étrangère ou supranationale, sont exonérées des règles de déclassification énoncées aux paragraphes 2 et 3. Elles ne peuvent être déclassifiées que moyennant l'autorisation de l'autorité étrangère ou supranationale précitée. En ce qui concerne les informations classifiées mixtes, l'autorité d'origine vérifie, au terme du délai de classification prévu au paragraphe 2, si les éléments d'origine étrangère ou supranationale peuvent être expurgés distinctement et si l'information classifiée restante peut être déclassifiée.

§ 6. Le niveau de classification RESTREINT est exempté des règles contenues dans les paragraphes 2 à 4.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de déclassification des informations classifiées du niveau RESTREINT."

Art. 19. L'article 8 de la même loi, modifié par la loi du 3 mai 2005, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 8. § 1^{er}. L'utilisation d'informations classifiées requiert l'application des mesures de protection visées à l'article 7, § 1^{er}.

§ 2. Nul n'est admis à avoir accès aux informations classifiées, sauf s'il est titulaire d'une habilitation de sécurité correspondante, s'il a reçu un briefing de sécurité sur ses obligations et s'il a besoin d'en connaître et d'y avoir accès pour l'exercice de sa fonction ou de sa mission, sans préjudice des compétences propres des autorités judiciaires, et de celles des membres de l'organe de recours visé par la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité.

L'accès aux locaux, bâtiments ou sites où se trouvent des informations classifiées peut être soumis aux mêmes conditions par les autorités désignées par le Roi.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une personne ne doit pas être titulaire d'une habilitation de sécurité pour avoir accès aux informations classifiées de niveau RESTREINT.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'autorité d'origine peut accorder l'accès aux informations classifiées de niveau RESTREINT à une personne qui a besoin d'en connaître en dehors de l'exercice de sa fonction ou de sa mission. Dans ce cas, l'autorité d'origine notifie les limites de l'utilisation de ces informations classifiées de niveau RESTREINT et les mesures de protection applicables.

§ 3. La conservation des informations classifiées de niveau CONFIDENTIEL ou supérieur requiert de disposer d'une approbation de l'installation physique.

Bij ontstentenis van een evaluatie binnen tien jaar kan het bevoegde controleorgaan de overheid van oorsprong schriftelijk bevelen om binnen drie maanden de classificatie te evalueren overeenkomstig het eerste tot het derde en het achtste tot het tiende lid.

Indien de evaluatie niet plaatsvindt binnen drie maanden na dit schriftelijk bevel, vervalt de classificatie.

De bevoegde controleorganen van de overheid van oorsprong worden door de Koning bepaald.

De overheid van oorsprong houdt één of meerdere geclassificeerde registers bij met betrekking tot de in het eerste en tweede lid en in paragraaf 2, vijfde lid, bedoelde beslissingen.

Elk register vermeldt:

- 1° het referentienummer van de geclassificeerde informatie;
- 2° de aard (declassificatie, behoud of wijziging van de classificatie) en de datum van de beslissing;
- 3° in voorkomend geval, de reden waarom de geclassificeerde informatie niet gedeëclassificeerd werd, met een expliciete verwijzing naar één of meerdere van de in artikel 3, § 1, opgesomde belangen en met een beknopte motivatie;
- 4° het oorspronkelijke classificatieniveau en eventueel het nieuwe classificatieniveau.

De registers zijn ter beschikking van het bevoegde controleorgaan van de overheid van oorsprong.

§ 4. Zelfs na het einde van de in paragraaf 2 bedoelde termijn beschouwen de bestemmingen de geclassificeerde informatie in hun bezit als geëclassificeerd, tenzij de overheid van oorsprong hen kennisgeeft van de declassificatie ervan, hetzij uit eigen beweging, hetzij in antwoord op een verzoek van de bestemming.

§ 5. De geëclassificeerde informatie die uitgaat van een buitenlandse of supranationale overheid van oorsprong en de gemengde geëclassificeerde informatie, die gedeeltelijk van buitenlandse of supranationale oorsprong is, zijn vrijgesteld van de in de paragrafen 2 en 3 vervatte declassificatieregels. Zij kunnen enkel worden gedeëclassificeerd met toestemming van de voormelde buitenlandse of supranationale overheid. In geval van gemengde geëclassificeerde informatie, gaat de overheid van oorsprong aan het einde van de classificatietermijn bepaald in paragraaf 2 na of de elementen van buitenlandse of supranationale oorsprong apart kunnen worden geredacteerd en of de resterende geëclassificeerde informatie kan worden gedeëclassificeerd.

§ 6. Het classificatieniveau BEPERKT is vrijgesteld van de regels vervat in paragrafen 2 tot 4.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels van declassificatie voor de geëclassificeerde informatie van het niveau BEPERKT."

Art. 19. Artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 mei 2005, wordt vervangen als volgt:

"Art. 8. § 1. De aanwending van geëclassificeerde informatie vereist de toepassing van de beschermingsmaatregelen bedoeld in artikel 7, § 1.

§ 2. Niemand heeft toegang tot geëclassificeerde informatie, tenzij hij houder is van een overeenstemmende veiligheidsmachtiging, een veiligheidsbriefing heeft ontvangen over zijn verplichtingen en voor zover de kennisname en de toegang noodzakelijk zijn voor de uitoefening van zijn functie of zijn opdracht, onverminderd de eigen bevoegdheden van de gerechtelijke overheden en die van de leden van het beroepsorgaan bedoeld in de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

De toegang tot lokalen, gebouwen of terreinen die geëclassificeerde informatie bevatten, kan door de overheden die de Koning aanwijst aan dezelfde voorwaarden worden onderworpen.

In afwijking van het eerste lid hoeft een persoon geen houder te zijn van een veiligheidsmachtiging om toegang te hebben tot geëclassificeerde informatie van het niveau BEPERKT.

In afwijking van het eerste lid kan de overheid van oorsprong toegang tot geëclassificeerde informatie van het niveau BEPERKT verlenen aan een persoon voor zover de kennisname noodzakelijk is buiten de uitoefening van zijn functie of zijn opdracht. In dat geval deelt de overheid van oorsprong de beperkingen op de aanwending van de geëclassificeerde informatie van het niveau BEPERKT en de van toepassing zijnde beschermingsmaatregelen mee.

§ 3. Het bewaren van geëclassificeerde informatie van het niveau VERTROUWELIJK of hoger vereist het beschikken over een goedkeuring van de fysieke installatie.

Pour être approuvée, l'installation physique doit présenter des garanties suffisantes pour prévenir, détecter et/ou ralentir l'accès non autorisé à des informations classifiées.

§ 4. Les informations classifiées sous forme électronique peuvent uniquement être utilisées dans des systèmes de communication et d'information approuvés et transmis au moyen de produits cryptographiques approuvés.

Pour être approuvés, les systèmes de communication et d'information visés à l'alinéa 1^{er} doivent présenter des garanties suffisantes quant à la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de ces systèmes et des informations qu'ils contiennent. Des mesures supplémentaires destinées à garantir l'authenticité et la non-répudiation peuvent être requises conformément à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2.

Les produits cryptographiques visés à l'alinéa 1^{er} doivent, pour être approuvés, présenter au minimum des garanties suffisantes quant à la fourniture de services de sécurité, notamment quant à la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité, l'authenticité et la non-répudiation, au moyen d'un ou de plusieurs mécanismes de chiffrement."

Art. 20. Dans l'article 8bis, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, de la même loi, inséré par la loi du 30 mars 2011, les mots "l'autorité de sécurité visée à l'article 15, alinéa 1^{er}" sont remplacés par les mots "l'Autorité Nationale de Sécurité".

Art. 21. L'article 9 de la même loi est remplacé comme suit:

"Art. 9. Le niveau de l'habilitation de sécurité est déterminé par le niveau de classification des informations classifiées auxquelles le titulaire de l'habilitation de sécurité doit avoir accès pour l'exercice de sa fonction ou de sa mission."

Art. 22. L'article 10 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"Art. 10. Les informations classifiées ne peuvent être diffusées que moyennant l'autorisation de l'autorité d'origine, ou dans les cas déterminés par la loi, sans préjudice des compétences propres des autorités judiciaires.

L'autorité d'origine et le destinataire peuvent limiter expressément l'utilisation et la diffusion ultérieure des informations classifiées au moyen de marquages supplémentaires.

Lorsque l'autorité d'origine limite expressément l'utilisation ou la diffusion ultérieure, le destinataire doit obtenir son consentement pour l'utilisation des informations classifiées au-delà de la limitation imposée."

Art. 23. L'article 11 de la même loi, modifié par la loi du 26 juin 2000, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 11. § 1^{er}. Les personnes qui sont titulaires d'une habilitation de sécurité et utilisent ou laissent utiliser de manière inappropriée des informations classifiées de niveau CONFIDENTIEL ou supérieur sont, même si cette utilisation est la conséquence d'une négligence, pour autant que celle-ci soit grave, punies d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cent euros à cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement.

§ 2. Les personnes qui ont reçu un briefing de sécurité et utilisent ou laissent utiliser de manière inappropriée des informations classifiées de niveau RESTREINT sont, même si cette utilisation est la conséquence d'une négligence, pour autant que celle-ci soit grave, punies d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de cent euros à cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. Les personnes qui ne sont pas titulaires d'une habilitation de sécurité et qui utilisent ou laissent utiliser des informations classifiées de manière inappropriée avec une intention malveillante ou à dessein de nuire sont punies d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de cent euros à cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement.

§ 4. Les personnes qui ne sont pas titulaires d'une habilitation de sécurité, qui rendent publique des informations classifiées et qui savent ou devraient savoir qu'une divulgation est susceptible de porter atteinte à l'intégrité physique d'une personne sont punies d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de cent euros à cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement.

Les personnes qui ne sont pas titulaires d'une habilitation de sécurité, qui rendent publiques des informations classifiées et qui savent ou devraient savoir qu'une divulgation est susceptible de porter atteinte à un des intérêts visés à l'article 3, § 1^{er}, sont punies d'une amende de cent euros à cinq mille euros.

Om te worden goedgekeurd dient de fysieke installatie voldoende garanties te bieden om ongeoorloofde toegang tot geclassificeerde informatie te voorkomen, te detecteren en/of te vertragen.

§ 4. De geclassificeerde informatie in elektronische vorm kan enkel aangewend worden in goedgekeurde communicatie- en informatiesystemen en verstuurd worden met goedgekeurde cryptografische producten.

Om te worden goedgekeurd dienen de communicatie- en informatiesystemen bedoeld in het eerste lid voldoende garanties te bieden ten aanzien van de vertrouwelijkheid, de integriteit en de beschikbaarheid van deze systemen en van de informatie die ze bevatten. Bijkomende maatregelen om de authenticiteit en de niet-weerlegbaarheid te garanderen, kunnen vereist zijn overeenkomstig artikel 7, § 1, tweede lid.

De cryptografische producten bedoeld in het eerste lid dienen, om goedgekeurd te worden, ten minste voldoende garanties te bieden voor het verlenen van beveiligingsdiensten, in het bijzonder op het vlak van de vertrouwelijkheid, de integriteit, de beschikbaarheid, de authenticiteit en de niet-weerlegbaarheid, door middel van een of meer versleutelingsmechanismen."

Art. 20. In artikel 8bis, § 2, eerste lid, 3^o, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 30 maart 2011, worden de woorden "de in artikel 15, lid 1, bedoelde veiligheidsoverheid" vervangen door de woorden "de Nationale Veiligheidsoverheid".

Art. 21. Artikel 9 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 9. Het niveau van de veiligheidsmachtiging wordt bepaald door het classificatieniveau van de geclassificeerde informatie waartoe de houder van de veiligheidsmachtiging toegang nodig heeft voor de uitoefening van zijn functie of zijn opdracht."

Art. 22. Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 10. De geclassificeerde informatie mag slechts worden verspreid mits toelating van de overheid van oorsprong of in de door de wet bepaalde gevallen, onverminderd de eigen bevoegdheden van de gerechtelijke overheden.

De overheid van oorsprong en de bestemming kunnen de aanwending en de verdere verspreiding van geclassificeerde informatie uitdrukkelijk beperken door middel van aanvullende markeringen.

Indien de overheid van oorsprong de aanwending of de verdere verspreiding uitdrukkelijk beperkt, moet de bestemming haar toestemming verkrijgen voor de aanwending van de geclassificeerde informatie die verder gaat dan de opgelegde beperking."

Art. 23. Artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, wordt vervangen als volgt:

"Art. 11. § 1. De personen die houder zijn van een veiligheidsmachtiging en die geclassificeerde informatie van het niveau VERTROUWELIJK of hoger op een niet-geëigende wijze aanwenden of laten aanwenden, worden, zelfs al is deze aanwending het gevolg van een nalatigheid, voor zover deze ernstig is, gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met een geldboete van honderd euro tot vijftienduizend euro of met één van die straffen alleen.

§ 2. De personen die een veiligheidsbriefing hebben gekregen en die geclassificeerde informatie van het niveau BEPERKT op een niet-geëigende wijze aanwenden of laten aanwenden, worden, zelfs al is deze aanwending het gevolg van een nalatigheid, voor zover deze ernstig is, gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot drie jaar en met een geldboete van honderd euro tot vijftienduizend euro of met één van die straffen alleen.

§ 3. De personen die geen houder zijn van een veiligheidsmachtiging en die geclassificeerde informatie op een niet-geëigende wijze aanwenden of laten aanwenden met een kwaadwillig opzet of met het oogmerk om te schaden, worden gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot drie jaar en met een geldboete van honderd euro tot vijftienduizend euro of met één van die straffen alleen.

§ 4. De personen die geen houder zijn van een veiligheidsmachtiging, die geclassificeerde informatie openbaar maken en die weten of zouden moeten weten dat een openbaarmaking de fysieke integriteit van een persoon kan aantasten, worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van honderd euro tot vijftienduizend euro of met één van die straffen alleen.

De personen die geen houder zijn van een veiligheidsmachtiging die geclassificeerde informatie openbaar maken en die weten of zouden moeten weten dat een openbaarmaking één van de belangen bedoeld in artikel 3, § 1, kan aantasten, worden gestraft met een geldboete van honderd euro tot vijftienduizend euro.

Par dérogation à l'alinéa 2, ne sont pas punissables les personnes qui, dans le but de protéger l'intérêt public général, diffusent des informations classifiées pour exercer le droit à la liberté de la presse ou pour révéler une faute grave, un acte répréhensible grave ou une activité illégale grave d'une autorité publique."

Art. 24. Dans la même loi, il est inséré un chapitre IIbis intitulé:

"Chapitre IIbis. Le service public réglementé."

Art. 25. Dans le chapitre IIbis inséré par l'article 24, il est inséré un article 11bis rédigé comme suit:

"Art. 11bis. § 1^{er}. L'Autorité Nationale de Sécurité, qui intervient, conformément à l'article 1^{quater}, 9°, en tant qu'autorité belge responsable pour le service public réglementé, octroie des autorisations pour:

1° l'accès au service public réglementé;

2° le développement et la production, y compris les services auxiliaires qui requièrent l'accès à des informations relatives au service public réglementé, d'équipements destinés au service public réglementé;

3° l'exportation des équipements et technologies visés au 2°.

L'Autorité Nationale de Sécurité peut refuser, modifier, suspendre ou retirer les autorisations visées à l'alinéa 1^{er} pour des raisons d'ordre public, de sécurité nationale ou de défense, de respect d'engagements internationaux et des normes minimales communes telles que fixées à l'article 8 de la Décision 1104/2011/UE.

Tout transfert d'équipements ou de technologies conçus pour le service public réglementé offert par le système mondial de radionavigation par satellite issu du programme européen Galileo et qui est effectué depuis la Belgique vers les autres États membres de l'Union européenne, est déclaré à l'Autorité Nationale de Sécurité.

§ 2. L'accès au service public réglementé, comme prévu au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, est autorisé pour une communauté d'utilisateurs. Une communauté d'utilisateurs doit recevoir au préalable une autorisation émanant de l'Autorité Nationale de Sécurité, qui vérifie si les normes minimales communes, telles que fixées à l'article 8 de la Décision 1104/2011/UE, sont respectées.

Lorsqu'une communauté d'utilisateurs ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions de cette autorisation, celle-ci peut être refusée, modifiée, suspendue ou retirée par l'Autorité Nationale de Sécurité.

§ 3. Sans préjudice de l'article 1^{sexies}, l'Autorité Nationale de Sécurité peut procéder à des contrôles et inspections pour vérifier si les conditions visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, sont remplies.

§ 4. Le Roi détermine la procédure et les modalités pour l'exécution du présent article."

Art. 26. Dans le même chapitre IIbis, il est inséré un article 11ter rédigé comme suit:

"Art. 11ter. Est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cent euros à dix mille euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui mène une activité visée à l'article 11bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sans autorisation de l'Autorité Nationale de Sécurité ou sans respecter les conditions liées à l'autorisation de l'Autorité Nationale de Sécurité.

La tentative visant à mener une activité visée à l'alinéa 1^{er} est passible d'une amende de cent euros à cinq mille euros."

Art. 27. Dans l'article 12, alinéas 1^{er} et 2, de la même loi, les mots "informations, documents ou données, à des matériels, matériaux ou matières classifiés" sont chaque fois remplacés par les mots "informations classifiées".

Art. 28. L'article 13 de la même loi, modifié par la loi du 23 février 2018, est abrogé.

Art. 29. L'article 13/1 de la même loi, inséré par la loi du 23 février 2018, est abrogé.

Art. 30. Dans l'article 14 de la même loi, les mots "aux articles 6 et 8 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel" sont remplacés par les mots "à l'article 110 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel".

In afwijking van het tweede lid worden de personen die, met het oog op de bescherming van het algemeen openbaar belang, geclassificeerde informatie openbaar maken om het recht op de persvrijheid uit te oefenen of voor het onthullen van een ernstige fout, een ernstige wanpraktijk of een ernstige illegale activiteit van een openbare overheid, niet strafbaar gesteld."

Art. 24. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk IIbis ingevoegd, luidende:

"Hoofdstuk IIbis. De publiek gereguleerde dienst."

Art. 25. In hoofdstuk IIbis, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidende:

"Art. 11bis. § 1. De Nationale Veiligheidsoverheid die overeenkomstig artikel 1^{quater}, 9°, optreedt als Belgische verantwoordelijke autoriteit voor de publiek gereguleerde dienst, geeft toelatingen voor:

1° de toegang tot de publiek gereguleerde dienst;

2° de ontwikkeling en de productie, met inbegrip van ondersteunende diensten die toegang vereisen tot informatie met betrekking tot de publiek gereguleerde dienst, van apparatuur bedoeld voor de publiek gereguleerde dienst;

3° de export van de apparatuur en technologieën bedoeld in de bepaling onder 2°.

De Nationale Veiligheidsoverheid kan de toelatingen bedoeld in het eerste lid weigeren, wijzigen, schorsen of intrekken om redenen van openbare orde, nationale veiligheid of defensie, het naleven van internationale engagementen en de gemeenschappelijke minimumnormen zoals vastgesteld in artikel 8 van het Besluit 1104/2011/EU.

Elke overdracht van apparatuur of technologieën bedoeld voor de publiek gereguleerde dienst die wordt aangeboden door het wereldwijde satellitnavigatiesysteem dat is ingevoerd door het Europese Galileo-programma en dat wordt uitgevoerd vanuit België naar de andere lidstaten van de Europese Unie, wordt aangegeven aan de Nationale Veiligheidsoverheid.

§ 2. De toegang tot de publiek gereguleerde dienst, zoals bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, wordt goedgekeurd voor een gebruikersgemeenschap. Een gebruikersgemeenschap moet voorafgaandelijk een toelating krijgen van de Nationale Veiligheidsoverheid, die nagaat of de gemeenschappelijke minimumnormen, zoals vastgesteld in artikel 8 van het Besluit 1104/2011/EU, worden nageleefd.

Indien een gebruikersgemeenschap de voorwaarden voor deze toelating niet of niet langer vervult, kan deze geweigerd, gewijzigd, geschorst of ingetrokken worden door de Nationale Veiligheidsoverheid.

§ 3. Onverminderd artikel 1^{sexies} kan de Nationale Veiligheidsoverheid overgaan tot controles en inspecties om na te gaan of de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, zijn voldaan.

§ 4. De Koning bepaalt de procedure en de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel."

Art. 26. In hetzelfde hoofdstuk IIbis wordt een artikel 11ter ingevoegd, luidende:

"Art. 11ter. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met een geldboete van honderd euro tot tienduizend euro of met één van die straffen alleen, diegene die een activiteit verricht zoals bedoeld in artikel 11bis, § 1, eerste lid, zonder toelating van de Nationale Veiligheidsoverheid of zonder inachtneming van de voorwaarden verbonden aan de toelating van de Nationale Veiligheidsoverheid.

De poging tot het verrichten van de activiteit bedoeld in het eerste lid wordt gestraft met een geldboete van honderd euro tot vijftienduizend euro."

Art. 27. In artikel 12, eerste en tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden "geclassificeerde informatie, documenten of gegevens, materieel, materialen of stoffen" telkens vervangen door de woorden "geclassificeerde informatie".

Art. 28. Artikel 13 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 23 februari 2018, wordt opgeheven.

Art. 29. Artikel 13/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 23 februari 2018, wordt opgeheven.

Art. 30. In artikel 14 van dezelfde wet worden de woorden "in de artikelen 6 en 8 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens" vervangen door de woorden "in artikel 110 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens".

Art. 31. L'article 15 de la même loi est abrogé.

Art. 32. L'article 15bis de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2006 et modifié par la loi des 6 décembre 2015 et 23 février 2018, est abrogé.

Art. 33. Dans l'article 18, alinéa 3, de la même loi, les mots "des Services extérieurs" sont abrogés.

Art. 34. À l'article 22 de la même loi, modifié par la loi du 21 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit:

"L'autorité de sécurité peut modifier, suspendre ou retirer une habilitation de sécurité sur la base d'informations qui lui sont présentées par les services de renseignement et de sécurité ou dans le cas visé à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 3.";

2° dans l'alinéa 5, les mots "La notification d'un refus d'octroi ou d'un retrait de l'habilitation de sécurité" sont remplacés par les mots "La notification du refus, de la modification, de la suspension ou du retrait de l'habilitation de sécurité".

Art. 35. Dans l'article 22bis de la même loi, inséré par loi du 3 mai 2005, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "article 8, alinéa 2" sont remplacés par les mots "article 8, § 2, alinéa 2";

2° dans l'alinéa 2, les mots "article 22ter" sont chaque fois remplacés par les mots "articles 22bis/1, 22bis/2 et 22ter".

Art. 36. Dans de la même loi, il est inséré un article 22bis/1 rédigé comme suit:

"Art. 22bis/1. La Police Fédérale est compétente pour la délivrance et le retrait des attestations de sécurité et la délivrance des avis de sécurité. Elle est également compétente pour la préparation de la politique belge de sécurité et de la politique de sécurité internationale applicable à la Belgique dans ces matières."

Art. 37. Dans la même loi il est inséré un article 22bis/2 rédigé comme suit:

"Art. 22bis/2. La Sûreté de l'État exerce pour ce qui la concerne les compétences de la Police Fédérale de délivrance et de retrait des attestations de sécurité.

Le Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées exerce pour ce qui concerne la Défense les compétences de la Police Fédérale de délivrance et de retrait des attestations de sécurité et de délivrance des avis de sécurité.

La zone de police locale exerce les compétences de la Police Fédérale de délivrance et de retrait des attestations de sécurité pour ce qui concerne sa zone de police. Dans le cadre de la vérification de sécurité visée à l'article 22sexies, la zone de police locale consulte les services de renseignement et de sécurité par l'intermédiaire de la Police Fédérale.

Les compétences de délivrance et de retrait des attestations de sécurité et de délivrance des avis de sécurité attribuées aux autorités visées aux alinéas 1^{er} à 3 sont exercées par leur chef de service ou par un fonctionnaire de niveau A ou un officier supérieur délégué par lui."

Art. 38. L'article 22ter de la même loi, inséré par la loi du 3 mai 2005 et modifié par la loi du 30 mars 2011, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 22ter. Par dérogation à l'article 22bis/1 et sans préjudice de l'article 22bis/2, les autorités suivantes peuvent délivrer et retirer les attestations de sécurité lorsqu'elles concernent l'accès aux locaux, bâtiments ou terrains qui relèvent de leur responsabilité ou, en ce qui concerne l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, dont le contrôle relève de sa responsabilité, ou lorsqu'il s'agit d'événements qu'elles organisent elles-mêmes:

1° le responsable de l'Autorité Nationale de Sécurité;

2° le directeur général de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire ou son délégué, le responsable du département compétent pour la sécurité nucléaire;

3° le directeur général de la Direction générale Centre de crise du Service public fédéral Intérieur ou un agent de niveau A qu'il a désigné."

Art. 31. Artikel 15 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 32. Artikel 15bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006 en gewijzigd bij de wetten van 6 december 2015 en 23 februari 2018, wordt opgeheven.

Art. 33. In artikel 18, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden "van de Buitendiensten" opgeheven.

Art. 34. In artikel 22 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

"De veiligheidsoverheid kan een veiligheidsmachtiging wijzigen, schorsen of intrekken op basis van inlichtingen die haar zijn voorgelegd door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten of in het geval bedoeld in artikel 16, § 1, derde lid.";

2° in het vijfde lid worden de woorden "De kennisgeving van de weigering van het verlenen van een veiligheidsmachtiging of van de intrekking van de veiligheidsmachtiging" vervangen door de woorden "De kennisgeving van de weigering, de wijziging, de schorsing of de intrekking van de veiligheidsmachtiging".

Art. 35. In artikel 22bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 3 mei 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "artikel 8, tweede lid" vervangen door de woorden "artikel 8, § 2, tweede lid";

2° in het tweede lid worden de woorden "artikel 22ter" telkens vervangen door de woorden "artikelen 22bis/1, 22bis/2 en 22ter".

Art. 36. In dezelfde wet wordt een artikel 22bis/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 22bis/1. De Federale Politie is bevoegd voor de aflevering en de intrekking van veiligheidsattesten en de aflevering van veiligheidsadviezen. Zij is eveneens bevoegd om in deze aangelegenheden het Belgische veiligheidsbeleid en het voor België van toepassing zijnde internationale veiligheidsbeleid voor te bereiden."

Art. 37. In dezelfde wet wordt een artikel 22bis/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 22bis/2. De Veiligheid van de Staat oefent de bevoegdheid van de Federale Politie uit betreffende de aflevering en intrekking van veiligheidsattesten voor wat haar betreft.

De Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht oefent de bevoegdheid van de Federale Politie uit betreffende de aflevering en intrekking van veiligheidsattesten en de aflevering van veiligheidsadviezen voor wat betreft Defensie.

De lokale politiezone oefent de bevoegdheid van de Federale Politie uit betreffende de aflevering en intrekking van de veiligheidsattesten voor wat betreft haar politiezone. In het kader van de in artikel 22sexies bedoelde veiligheidsverificatie consulteert de lokale politiezone de inlichtingen- en veiligheidsdiensten via de federale politie.

De bevoegdheden tot aflevering en intrekking van veiligheidsattesten en de aflevering van veiligheidsadviezen, toegekend aan de overheden bedoeld in het eerste tot het derde lid worden uitgeoefend door hun diensthoofd of door een ambtenaar van het niveau A of een hoofdofficier aangewezen door hem."

Art. 38. Artikel 22ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 3 mei 2005 en gewijzigd bij de wet van 30 maart 2011, wordt vervangen als volgt:

"Art. 22ter. In afwijking van artikel 22bis/1 en onverminderd artikel 22bis/2 kunnen de volgende overheden veiligheidsattesten afleveren en intrekken wanneer het de toegang tot lokalen, gebouwen of terreinen betreft die tot hun verantwoordelijkheid behoren of, voor wat het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle betreft, waarvoor zij verantwoordelijk zijn voor de controle, of wanneer het evenementen betreft die zij organiseren:

1° de verantwoordelijke van de Nationale Veiligheids-overheid;

2° de directeur-generaal van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle of zijn afgevaardigde, de verantwoordelijke van het departement bevoegd voor de nucleaire veiligheid;

3° de directeur-generaal van de Algemene Directie Crisiscentrum van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken of een door hem aangewezen ambtenaar van niveau A."

Art. 39. Dans la même loi, il est inséré un article 22ter/1 rédigé comme suit:

“Art. 22ter/1. Toutes les autorités qui délivrent et retirent des attestations de sécurité tiennent un registre des vérifications de sécurité effectuées par elles-mêmes et des décisions prises. Ce registre contient:

1° le nom, le ou les prénom(s), la date de naissance, la nationalité et l’adresse des personnes qui ont fait l’objet d’une vérification de sécurité;

2° l’auteur et la date de la demande de vérification;

3° l’objet et la durée de validité de l’attestation;

4° en cas de refus ou de retrait, la décision motivée de l’autorité compétente.

Ces données sont détruites à l’expiration d’un délai de cinq ans à dater de la dernière décision dont la personne concernée a fait l’objet.”.

Art. 40. Dans l’article 22quater, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 3 mai 2005, les mots “article 22ter” sont remplacés par les mots “articles 22bis/1, 22bis/2 et 22ter”.

Art. 41. À l’article 22quinquies de la même loi, inséré par la loi du 3 mai 2005 et remplacé par la loi du 23 février 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans les paragraphes 3, 4 et 5, les mots “l’autorité visée à l’article 15, alinéa 1^{er}” sont chaque fois remplacés par les mots “la Police Fédérale”;

2° dans le paragraphe 6, les mots “article 13, 1°, a), b), c) ou d)” sont remplacés par les mots “article 1bis, 15°, a), b), c) ou d)”.

Art. 42. À l’article 22quinquies/1 de la même loi, inséré par la loi du 23 février 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans les paragraphes 1^{er}, 2, 3, 5 et 6, les mots “l’autorité visée à l’article 15, alinéa 1^{er}” sont chaque fois remplacés par les mots “la Police Fédérale”;

2° dans le texte néerlandais du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots “in artikel 15, eerste lid, bedoelde overheid” sont remplacés par les mots “Federale Politie”.

Art. 43. À l’article 22sexies de la même loi, inséré par la loi du 3 mai 2005 et modifié par la loi du 23 février 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots “de la Commission pour la protection de la vie privée” sont remplacés par les mots “du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité”;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots “à l’article 22ter” sont remplacés par les mots “aux articles 22bis/1, 22bis/2 et 22ter”;

3° dans les paragraphes 1^{er} et 2, les mots “l’autorité visée à l’article 15, alinéa 1^{er}” sont chaque fois remplacés par les mots “la Police Fédérale”.

Art. 44. Dans le chapitre IIIbis de la même loi, il est inséré une section 1^{re}, comportant les articles 22bis à 22sexies, intitulée:

“Section 1^{re}. Règles générales”.

Art. 45. Dans le chapitre IIIbis de la même loi, il est inséré une section 2 intitulée:

“Section 2. Règles spécifiques pour le ministère de la Défense”.

Art. 46. Dans la section 2, insérée par l’article 45, il est inséré un article 22sexies/1 rédigé comme suit:

“Art. 22sexies/1. Pour l’application de la présente section, il y a lieu d’entendre par “Organe de recours” l’organe de recours créé par la loi du 11 décembre 1998 portant création d’un organe de recours en matière d’habilitations, d’attestations et d’avis de sécurité.

Dans le cadre de la présente section, le ministère de la Défense est tenu de suivre l’avis de l’Organe de recours.”.

Art. 47. Dans la même section 2, il est inséré un article 22sexies/2 rédigé comme suit:

“Art. 22sexies/2. À moins qu’elle ne soit titulaire d’une habilitation de sécurité, toute personne civile ou militaire du cadre actif et du cadre de réserve occupant une fonction ou un emploi au sein du ministère de la Défense, toute personne candidate à une telle fonction ou un tel emploi, tout militaire détaché en dehors du ministère de la Défense, et tout agent civil du ministère de la Défense mis temporairement à la

Art. 39. In dezelfde wet wordt een artikel 22ter/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 22ter/1. Al de overheden die veiligheidsattesten afleveren en intrekken houden een register bij van de door hen verrichte veiligheidsverificaties en de genomen beslissingen. Dit register bevat:

1° de naam, de voorna(m)(en), de geboortedatum, de nationaliteit en het adres van de personen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een veiligheidsverificatie;

2° de indiener en de datum van het verzoek om een verificatie;

3° het voorwerp en de geldigheidsduur van het attest;

4° in geval van weigering of intrekking, de met redenen omklede beslissing van de bevoegde overheid.

Deze gegevens worden vernietigd na het verstrijken van een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de laatste beslissing ten aanzien van de betrokken persoon.”.

Art. 40. In artikel 22quater, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 3 mei 2005, worden de woorden “artikel 22ter” vervangen door de woorden “artikelen 22bis/1, 22bis/2 en 22ter”.

Art. 41. In artikel 22quinquies van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 3 mei 2005 en vervangen bij de wet van 23 februari 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de paragrafen 3, 4 en 5 worden de woorden “overheid bedoeld in artikel 15, eerste lid” telkens vervangen door de woorden “Federale Politie”;

2° in paragraaf 6 worden de woorden “artikel 13, 1°, a), b), c) of d)” vervangen door de woorden “artikel 1bis, 15°, a), b), c) of d)”.

Art. 42. In artikel 22quinquies/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 23 februari 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de paragrafen 1, 2, 3, 5 en 6 worden de woorden “overheid bedoeld in artikel 15, eerste lid,” telkens vervangen door de woorden “Federale Politie”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “in artikel 15, eerste lid, bedoelde overheid” vervangen door de woorden “Federale Politie”.

Art. 43. In artikel 22sexies van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 3 mei 2005 en gewijzigd bij de wet van 23 februari 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer” vervangen door de woorden “het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten”;

2° in paragraaf 1, vijfde lid, worden de woorden “artikel 22ter” vervangen door de woorden “artikelen 22bis/1, 22bis/2 en 22ter”;

3° in de paragrafen 1 en 2 worden de woorden “overheid bedoeld in artikel 15, eerste lid,” telkens vervangen door de woorden “Federale Politie”.

Art. 44. In hoofdstuk IIIbis van dezelfde wet wordt een afdeling 1 ingevoegd die de artikelen 22bis tot 22sexies bevat, luidende:

“Afdeling 1. Algemene regels”.

Art. 45. In hoofdstuk IIIbis van dezelfde wet wordt een afdeling 2 ingevoegd, luidende:

“Afdeling 2. Specifieke regels voor het ministerie van Defensie”.

Art. 46. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 45, wordt een artikel 22sexies/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 22sexies/1. Voor de toepassing van deze afdeling wordt onder “Beroepsorgaan” verstaan het beroepsorgaan dat is opgericht bij de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

In het kader van deze afdeling is het ministerie van Defensie verplicht het advies van het Beroepsorgaan op te volgen.”.

Art. 47. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 22sexies/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 22sexies/2. Tenzij hij of zij houder is van een veiligheidsmachtiging, wordt elke burger of militair van het actief en reservekader die een functie of een betrekking bekleedt bij het ministerie van Defensie, elke persoon die kandidaat is voor een dergelijke functie of betrekking, elke militair die gedetacheerd is vanuit het ministerie van Defensie, en elke burgerambtenaar van het ministerie van Defensie die tijdelijk ter

disposition d'un autre service est soumis à la vérification de sécurité visée à l'article 22sexies.

Un avis de sécurité négatif est délivré s'il ressort des données consultées que la personne concernée ne présente pas des garanties suffisantes quant à l'intégrité et est susceptible de porter atteinte par son comportement ou son environnement:

a) à un des intérêts visés à l'article 3; ou

b) à l'intégrité physique des personnes, au moyen de ressources auxquelles elle a accès dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

Le Chef du Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées délivre des avis de sécurité en application de l'alinéa 1^{er}.

Au sein du Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées un collège est créé. Ce collège procède à l'évaluation de l'information disponible lorsque celle-ci ne permet pas de délivrer un avis positif ou négatif sans équivoque. Le collège donne ensuite un avis au Chef du service. Les règles de fonctionnement de ce collège et les critères sur lesquels est basée l'évaluation des données consultées afin de déterminer la nature de l'avis de sécurité sont fixés par le Roi."

Art. 48. Dans la même section 2, il est inséré un article 22sexies/3 rédigé comme suit:

"Art. 22sexies/3. § 1^{er}. Les articles 22quinquies et 22quinquies/1 ne s'appliquent pas à la délivrance des avis de sécurité visée à l'article 22sexies/2.

§ 2. L'officier de sécurité compétent informe la personne concernée visée à l'article 22sexies/2, alinéa 1^{er}, qu'elle tombe sous l'obligation de se soumettre à la vérification de sécurité visée à l'article 22sexies ou que son avis de sécurité positif arrive à échéance en application du paragraphe 6, lui demande son consentement et, s'il l'obtient, transmet la demande individuelle au Chef du Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées, qui effectue la vérification de sécurité.

L'officier de sécurité informe par écrit la personne concernée des conséquences d'un refus de consentement à une vérification de sécurité.

Si l'officier de sécurité compétent omet de s'acquitter de ses obligations visées à l'alinéa 1^{er}, au plus tard trente jours ouvrables avant la date d'échéance de l'avis de sécurité positif de la personne concernée, l'avis de sécurité positif est prolongé sine die.

§ 3. Dans les trente jours de la saisine, l'avis de sécurité délivré par le Chef du Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées est transmis par écrit à l'officier de sécurité compétent. Si l'avis de sécurité est positif, il est également transmis par écrit à la personne concernée.

§ 4. Si l'avis de sécurité est négatif, le Chef du Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées le notifie par envoi recommandé à la personne concernée.

À cette notification est jointe toute information utile sur les conséquences concrètes de l'avis négatif, ainsi que sur les voies de recours à l'encontre de cette décision.

Un avis de sécurité négatif est motivé en fait et en droit, conformément à l'article 22, alinéa 5.

§ 5. Si l'avis de sécurité n'est pas rendu à l'expiration du délai visé au paragraphe 3, il est réputé positif jusqu'à ce qu'un nouvel avis soit rendu.

§ 6. L'avis de sécurité est délivré pour une durée de validité de maximum cinq ans et peut être accompagné d'une réserve. Cette réserve peut être assortie d'une limitation de la durée de validité de l'avis de sécurité.

§ 7. Le Chef du Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées peut de sa propre initiative émettre, avant l'écoulement du délai visé au paragraphe 6, un nouvel avis de sécurité sur la base des données et informations visées à l'article 22sexies.

§ 8. La personne concernée peut à tout moment faire savoir par écrit à l'officier de sécurité compétent qu'elle ne souhaite pas ou plus faire l'objet d'une vérification de sécurité. L'officier de sécurité en informe le Chef du Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées.

beschikking is gesteld van een andere dienst, onderworpen aan de veiligheidsverificatie bedoeld in artikel 22sexies.

Een negatief veiligheidsadvies wordt uitgebracht indien uit de geraadpleegde gegevens blijkt dat de betrokkene onvoldoende waarborgen biedt voor zijn of haar integriteit en door zijn of haar gedrag of omgeving schade zou kunnen berokkenen:

a) aan een van de belangen bedoeld in artikel 3; of

b) aan de fysieke integriteit van personen, met behulp van de middelen waartoe hij of zij bij de uitoefening van zijn of haar taken toegang heeft.

De chef van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht verleent veiligheidsadviezen met toepassing van het eerste lid.

Binnen de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht wordt een college opgericht. Dit college voert een evaluatie van de beschikbare informatie uit indien deze niet toelaat om een ondubbelzinnig positief of negatief advies uit te reiken. Het college verleent vervolgens advies aan de Chef van de dienst. De regels inzake de werking van dit college en de criteria op dewelke de evaluatie van de geraadpleegde gegevens is gebaseerd teneinde de aard van het veiligheidsadvies te bepalen, worden bepaald door de Koning."

Art. 48. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 22sexies/3 ingevoegd, luidende:

"Art. 22sexies/3. § 1. De artikelen 22quinquies en 22quinquies/1 zijn niet van toepassing op het verlenen van de veiligheidsadviezen bedoeld in artikel 22sexies/2.

§ 2. De bevoegde veiligheidsofficier brengt de betrokken persoon bedoeld in artikel 22sexies/2, eerste lid, op de hoogte van het feit dat hij of zij onder de toepassing valt van de verplichting tot het ondergaan van de veiligheidsverificatie bedoeld in artikel 22sexies of dat zijn of haar positief veiligheidsadvies krachtens paragraaf 6 vervalt, vraagt hem of haar om instemming en zendt, als hij die verkrijgt, het individuele verzoek over aan de chef van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht die de veiligheidsverificatie doet.

De veiligheidsofficier stelt de betrokkene schriftelijk in kennis van de gevolgen van een weigering om zijn of haar instemming te geven voor een veiligheidsverificatie.

Indien de bevoegde veiligheidsofficier zijn verplichtingen uit hoofde van het eerste lid niet nakomt ten laatste dertig werkdagen voor het verlopen van het positief veiligheidsadvies van de betrokken persoon, wordt het positieve veiligheidsadvies voor onbepaalde tijd verlengd.

§ 3. Binnen dertig dagen na de vassing wordt het door de chef van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht verleende veiligheidsadvies schriftelijk overgezonden aan de bevoegde veiligheidsofficier. Indien het veiligheidsadvies positief is, wordt het ook schriftelijk aan de betrokkene toegezonden.

§ 4. Als het veiligheidsadvies negatief is, stelt de chef van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht de betrokkene daarvan in kennis via een aangetekende zending.

Deze kennisgeving gaat vergezeld van alle nuttige informatie over de concrete gevolgen van het negatieve advies, en over de middelen om tegen deze beslissing beroep in te stellen.

Een negatief veiligheidsadvies wordt in feite en in rechte met redenen omkleed, overeenkomstig artikel 22, vijfde lid.

§ 5. Indien bij het verstrijken van de termijn bedoeld in paragraaf 3 geen veiligheidsadvies werd verleend, wordt het geacht positief te zijn totdat een nieuw advies wordt uitgebracht.

§ 6. Het veiligheidsadvies wordt toegekend met een geldigheidsduur van hoogstens vijf jaar en kan worden vergezeld van een voorbehoud. Dit voorbehoud kan gepaard gaan met een beperking van de geldigheidsduur van het veiligheidsadvies.

§ 7. De chef van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht kan, vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in paragraaf 6, op eigen initiatief een nieuw veiligheidsadvies uitbrengen op basis van de gegevens en de inlichtingen bedoeld in artikel 22sexies.

§ 8. De betrokkene kan op ieder moment aan de bevoegde veiligheidsofficier schriftelijk te kennen geven dat hij of zij niet, of niet langer, het voorwerp wenst uit te maken van een veiligheidsverificatie. De veiligheidsofficier brengt dit ter kennis van de chef van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht.

§ 9. En ce qui concerne les candidats à une fonction ou un emploi visés à l'article 22sexies/2, alinéa 1^{er}, ainsi que les personnes concernées ne disposant pas d'un officier de sécurité, le directeur général de la direction générale human resources du ministère de la Défense exerce le rôle confié à l'officier de sécurité dans le présent article."

Art. 49. Dans la même section 2, il est inséré un article 22sexies/4 rédigé comme suit:

"Art. 22sexies/4. § 1^{er}. Le retrait ou le refus du consentement par la personne concernée, la notification d'un avis négatif et l'absence de réponse à la demande de consentement visée à l'article 22sexies/3, § 2, dans les deux mois à dater de la réception de la demande mettent fin à:

- 1° la procédure de recrutement ou d'engagement;
- 2° la formation;
- 3° la procédure de nomination; et à
- 4° la possibilité pour la personne concernée de continuer à exercer une fonction ou un emploi visés à l'article 22sexies/2, alinéa 1^{er}.

La mesure prévue à l'alinéa 1^{er} est maintenue tant que la personne concernée n'est pas titulaire d'un avis de sécurité positif.

§ 2. Le candidat à une fonction ou à un emploi au sein de la Défense qui introduit un recours conserve le droit de participer aux épreuves de sélection dans lesquelles il est engagé pendant la durée de la procédure devant l'organe de recours.

§ 3. Lorsque l'avis de sécurité négatif concerne une personne occupant une fonction ou un emploi au sein du ministère de la Défense, ou une personne détachée, sa notification à la personne concernée entraîne de plein droit la suspension dans l'intérêt du service de la personne concernée.

Les modalités relatives à la période de suspension dans l'intérêt de la Défense, la prise éventuelle de mesures conservatoires pendant cette période de suspension et les conséquences administratives et pécuniaires qui ne sont pas fixées au présent article sont déterminées selon le régime juridique applicable à la relation d'emploi de la personne concernée.

§ 4. La mesure visée au paragraphe 1^{er} devient définitive:

1° à l'issue du délai pendant lequel un recours peut être formé devant l'Organe de recours si la personne concernée n'a pas introduit de recours devant l'Organe de recours;

2° lors de la notification de la décision de l'Organe de recours qui confirme l'avis de sécurité négatif;

3° en cas de refus ou de retrait de consentement ou en cas d'absence de réponse à la demande de consentement dans les deux mois à dater de la réception de la demande.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la mesure visée au paragraphe 1^{er} ne devient pas définitive lorsque:

1° la personne concernée était dans l'impossibilité de répondre à la demande de consentement dans le délai imparti; et

2° elle en apporte la preuve au Chef du Service Général de Renseignement et de la Sécurité des Forces armées, accompagnée du formulaire de consentement signé dans les plus brefs délais après la fin de l'impossibilité; et

3° le Chef du Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées constate l'impossibilité.

Si le Chef du Service Général de Renseignement et de la Sécurité constate qu'il n'y avait pas d'impossibilité de répondre à la demande de consentement dans le délai imparti, il en informe par écrit la personne concernée. Cette décision est susceptible de recours devant l'Organe de recours.

Si une mobilité dans un autre service de la fonction fédérale est possible, la personne concernée conserve son grade ou un grade équivalent, ainsi que les droits, tels que les droits pécuniaires et les droits à la pension, acquis jusqu'alors.

Les modalités administratives liées aux conséquences d'une absence d'un avis de sécurité positif sont réglées par la loi ou par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

§ 5. La personne concernée visée au paragraphe 1^{er}, continue à bénéficier de son traitement plein et entier, ainsi que de tous les avantages statutaires liés à sa fonction:

1° durant le délai pendant lequel un recours peut être formé devant l'Organe de recours contre un avis de sécurité négatif;

§ 9. Wat betreft de kandidaten voor een functie of een betrekking bedoeld in artikel 22sexies/2, eerste lid, alsook de betrokken personen die niet over een veiligheidsofficier beschikken, vervult de directeur-generaal van de Algemene Directie Human Resources van het ministerie van Defensie de rol die wordt toevertrouwd aan de veiligheids-officier in dit artikel."

Art. 49. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 22sexies/4 ingevoegd, luidende:

"Art. 22sexies/4. § 1. De intrekking of weigering van de instemming door de betrokkene, de kennisgeving van een negatief advies en het uitblijven van een antwoord op het verzoek om instemming bedoeld in artikel 22sexies/3, § 2, binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek, maken een einde aan:

- 1° de procedure tot werving of indienstneming;
- 2° de vorming;
- 3° de procedure tot benoeming; en aan
- 4° de mogelijkheid voor de betrokken persoon om een functie of een betrekking te blijven uitoefenen zoals bedoeld in artikel 22sexies/2, eerste lid.

De maatregel bedoeld in het eerste lid wordt gehandhaafd zolang de betrokkene geen houder is van een positief veiligheidsadvies.

§ 2. De kandidaat voor een functie of een betrekking bij Defensie die beroep instelt, behoudt voor de duur van de procedure voor het beroepsorgaan het recht om deel te nemen aan de selectieproeven waarvoor hij of zij zich heeft opgegeven.

§ 3. Wanneer het negatieve veiligheidsadvies betrekking heeft op een persoon die een functie of een betrekking bekleedt bij het ministerie van Defensie, of op een persoon die gedetacheerd is, brengt de kennisgeving ervan aan de betrokkene van rechtswege de schorsing in het belang van de dienst van de betrokkene met zich mee.

De nadere regels betreffende de periode van schorsing in het belang van Defensie, het eventueel nemen van bewarende maatregelen tijdens deze periode van schorsing en de administratieve en geldelijke gevolgen die niet in dit artikel zijn vastgelegd, worden bepaald volgens het juridische regime dat van toepassing is op de arbeidsrelatie van de betrokken persoon.

§ 4. De in paragraaf 1 bedoelde maatregel wordt definitief:

1° bij het verstrijken van de termijn waarbinnen beroep kan worden ingesteld bij het Beroepsorgaan, indien de betrokkene geen beroep heeft ingesteld bij het Beroepsorgaan;

2° na kennisgeving van de beslissing van het Beroepsorgaan waarbij het negatieve veiligheidsadvies wordt bevestigd;

3° in geval van weigering of intrekking van de instemming of in geval van het uitblijven van een antwoord op het verzoek om instemming binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek.

In afwijking van het eerste lid wordt de in paragraaf 1 bedoelde maatregel niet definitief wanneer:

1° de betrokkene zich in de onmogelijkheid bevond om binnen de tijdslimiet te antwoorden op de vraag naar instemming, en

2° hij daarvan bewijs levert aan de Chef van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht, vergezeld van een zo spoedig mogelijk na het einde van de onmogelijkheid getekend formulier voor instemming, en

3° de Chef van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht de onmogelijkheid vaststelt.

Indien de Chef van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid vaststelt dat er geen onmogelijkheid was om binnen de tijdslimiet te antwoorden op de vraag naar instemming, brengt hij de betrokken persoon hiervan schriftelijk op hoogte. Tegen deze beslissing kan beroep worden aangetekend bij het Beroepsorgaan.

Indien mobiliteit naar een andere dienst van de federale overheid mogelijk is, behoudt de betrokkene zijn graad of een gelijkwaardige graad, alsmede de tot dan verworven rechten, zoals geldelijke rechten en pensioenrechten.

De nadere administratieve regels met betrekking tot de gevolgen van het ontbreken van een positief veiligheidsadvies worden geregeld bij wet of bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Minister-raad.

§ 5. De in paragraaf 1 bedoelde betrokkene blijft zijn of haar volledige salaris en alle statutaire voordelen die verband houden met zijn of haar functie ontvangen:

1° gedurende de termijn waarin beroep kan worden aangetekend bij het Beroepsorgaan tegen een negatief veiligheidsadvies;

2° durant la procédure de recours devant l'Organe de recours.

§ 6. Le Chef du Service Général du Renseignement et de la Sécurité informe l'autorité revêtant les attributions de Chef de corps, l'officier de sécurité concerné, ainsi que la direction générale human resources du ministère de la Défense de la notification d'avis négatifs, de refus, de retrait ou de l'absence de consentement et des recours introduits devant l'Organe de recours et des décisions de ce dernier."

Art. 50. Dans la même loi, il est inséré un chapitre IIIter, intitulé:

"Chapitre IIIter. Rétributions."

Art. 51. Dans la même loi, l'article 22septies, inséré dans le chapitre IIIbis par la loi du 27 décembre 2006 et modifié en dernier lieu par la loi du 2 mai 2019, est déplacé dans le chapitre IIIter, inséré par l'article 50, et remplacé par ce qui suit:

"Art. 22septies. Une rétribution est due par l'employeur de la personne physique pour laquelle une attestation de sécurité ou un avis de sécurité est sollicité. Une rétribution n'est pas due pour les attestations de sécurité émises par les autorités visées aux articles 1quinquies, alinéas 1^{er} à 4, et 22ter, alinéa 1^{er}, 1^o et 3^o.

Sont exemptés de la rétribution visée à l'alinéa 1^{er}:

- 1° les services publics fédéraux;
- 2° les services publics de programmation;
- 3° le ministère de la Défense;
- 4° la Police intégrée;
- 5° le ministère public, les cours et tribunaux et les juridictions administratives;
- 6° l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire;
- 7° le Corps interfédéral de l'Inspection des Finances;
- 8° les journalistes professionnels accrédités et ayant accès à des locaux, bâtiments ou sites liés à des fonctions d'autorité publique ou à un événement déterminé national ou international, diplomatique ou protocolaire.

Cette rétribution est due à la Police Fédérale ou, le cas échéant, à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

La délivrance de l'attestation de sécurité ou de l'avis de sécurité ne peut avoir lieu qu'après paiement de la rétribution.

Le Roi détermine le montant de la rétribution à percevoir pour les attestations de sécurité et les avis de sécurité. Le Roi détermine également la clé de répartition de cette rétribution entre les autorités visées aux articles 1quinquies, alinéas 1^{er} à 3, et 22ter, alinéa 1^{er}, 1^o.

Le Roi détermine les modalités de perception des rétributions et les modalités de versement de ces rétributions à la Police fédérale et celles relatives à la comptabilité.

Par dérogation à l'alinéa 5, le Roi détermine le montant de la rétribution à percevoir pour les attestations de sécurité émises par l'autorité visée à l'article 22ter, alinéa 1^{er}, 2^o. Le Roi détermine également la clé de répartition de cette rétribution entre les autorités visées aux articles 1quinquies, alinéas 1^{er} et 2, 22bis/1, 22bis/2, alinéa 3, et 22ter, alinéa 1^{er}, 2^o.

Par dérogation à l'alinéa 6, le Roi détermine les modalités de perception des rétributions, les modalités de versement de ces rétributions à l'autorité visée à l'article 22ter, alinéa 1^{er}, 2^o, et celles relatives à la comptabilité."

Art. 52. Dans le même chapitre IIIter, il est inséré un article 22octies rédigé comme suit:

"Art. 22octies. § 1^{er}. La personne physique ou la personne morale pour laquelle une habilitation de sécurité est demandée, est redevable d'une rétribution.

§ 2. Le Roi peut imposer une rétribution à la personne morale qui demande l'approbation d'une installation physique, d'un système de communication et d'information ou d'un produit cryptographique ou qui demande un matériel cryptographique à l'Autorité Nationale de Sécurité.

§ 3. Sont exemptés de toute rétribution visée aux paragraphes 1^{er} et 2:

- 1° les services publics fédéraux;
- 2° les services publics de programmation;
- 3° le ministère de la Défense;
- 4° l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire;

2° tijdens de beroepsprocedure bij het Beroeps-orgaan.

§ 6. De chef van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid brengt de overheid die bekleed is met de bevoegdheden van Korpscommandant, de betrokken veiligheidsofficier alsook de Algemene Directie Human Resources van het ministerie van Defensie op de hoogte van de kennisgeving van negatieve adviezen, van de weigering, intrekking of het ontbreken van de instemming, van beroep ingediend bij het Beroepsorgaan en van de beslissingen van dit orgaan."

Art. 50. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk IIIter ingevoegd, luidende:

"Hoofdstuk IIIter. Retributies."

Art. 51. In dezelfde wet wordt artikel 22septies, ingevoegd in hoofdstuk IIIbis bij de wet van 27 december 2006 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 2 mei 2019, verplaatst naar hoofdstuk IIIter, ingevoegd bij artikel 50, en vervangen door wat volgt:

"Art. 22septies. De werkgever van de natuurlijke persoon voor wie een veiligheidsattest of een veiligheidsadvies gevraagd wordt, is een retributie verschuldigd. Een retributie is niet verschuldigd voor de veiligheidsattesten uitgereikt door de overheden bedoeld in de artikelen 1quinquies, eerste tot vierde lid, en 22ter, eerste lid, 1^o en 3^o.

Zijn vrijgesteld van de retributie bedoeld in het eerste lid:

- 1° de federale overheidsdiensten;
- 2° de programmatorische overheidsdiensten;
- 3° het ministerie van Defensie;
- 4° de Geïntegreerde Politie;
- 5° het openbaar ministerie, de hoven en rechtbanken en de administratieve rechtscolleges;
- 6° het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle;
- 7° het Interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën;
- 8° de geaccrediteerde beroepsjournalisten die toegang hebben tot de lokalen, gebouwen of terreinen die verband houden met taken van de openbare macht of met een welbepaald nationaal of internationaal, diplomatiek of protocollair evenement.

Deze retributie is verschuldigd aan de Federale Politie of, desgevallend, aan het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle.

De aflevering van het veiligheidsattest of veiligheidsadvies kan enkel plaatsvinden na betaling van de retributie.

De Koning bepaalt het bedrag van de te innen retributie voor de veiligheidsattesten en de veiligheidsadviezen. De Koning bepaalt eveneens de verdeelsleutel van deze retributie onder de overheden bedoeld in de artikelen 1quinquies, eerste tot derde lid, en 22ter, eerste lid, 1^o.

De Koning bepaalt de nadere regels van inning van de retributies en de nadere regels van overmaking van deze retributies aan de Federale Politie en die betreffende de boekhouding.

In afwijking van het vijfde lid bepaalt de Koning het bedrag van de te innen retributie voor de veiligheidsattesten uitgereikt door de overheid bedoeld in artikel 22ter, eerste lid, 2^o. De Koning bepaalt eveneens de verdeelsleutel van deze retributie onder de overheden bedoeld in de artikelen 1quinquies, eerste en tweede lid, 22bis/1, 22bis/2, derde lid, en 22ter, eerste lid, 2^o.

In afwijking van het zesde lid bepaalt de Koning de nadere regels van inning van de retributies, de nadere regels van overmaking van deze retributies aan de overheid bedoeld in artikel 22ter, eerste lid, 2^o, en die betreffende de boekhouding."

Art. 52. In hetzelfde hoofdstuk IIIter wordt een artikel 22octies ingevoegd, luidende:

"Art. 22octies. § 1. De natuurlijke persoon of de rechtspersoon voor wie een veiligheidsmachtiging wordt aangevraagd, is een retributie verschuldigd.

§ 2. De Koning kan een retributie opleggen aan de rechtspersoon die de goedkeuring vraagt van een fysieke installatie, van een communicatie- en informatiesysteem of van een cryptografisch product of die cryptografisch materiaal vraagt aan de Nationale Veiligheidsoverheid.

§ 3. Zijn vrijgesteld van elke retributie bedoeld in de paragrafen 1 en 2:

- 1° de federale overheidsdiensten;
- 2° de programmatorische overheidsdiensten;
- 3° het ministerie van Defensie;
- 4° het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle;

5° le ministère public, les cours et tribunaux et les juridictions administratives;

6° le Corps interfédéral de l'Inspection des Finances;

7° la Police intégrée.

§ 4. La rétribution visée aux paragraphes 1^{er} et 2 est due au service administratif à comptabilité autonome "Autorité Nationale de Sécurité".

§ 5. Le Roi peut fixer le montant des rétributions à percevoir et la clé de répartition entre les services concernés et détermine les modalités de perception des rétributions, de versement des rétributions au service administratif à comptabilité autonome "Autorité Nationale de Sécurité" ainsi que celles relatives à la comptabilité."

Art. 53. Dans l'article 23, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 3 mai 2005, les mots "Les membres des autorités visées aux articles 15, 22^{ter} et 22^{quinquies}" sont remplacés par les mots "L'Autorité Nationale de Sécurité, les autorités visées aux articles 1^{er}quinquies, alinéas 1^{er} à 3, 22^{bis}/1, 22^{bis}/2, 22^{ter} et 22^{quinquies}".

Art. 54. Dans l'article 26, § 1^{er}, de la même loi, les mots "aux informations, documents ou données, au matériel, aux matériaux ou matières, sous quelque forme que ce soit, qui sont classifiés en application des dispositions de la présente loi" sont remplacés par les mots "aux informations classifiées".

CHAPITRE 3. — Dispositions transitoires et finales

Art. 55. § 1^{er}. Les décisions suivantes, octroyées avant l'entrée en vigueur de la présente loi, restent valables jusqu'à leur date d'expiration après l'entrée en vigueur de la présente loi:

1° les habilitations de sécurité délivrées conformément à l'article 13, 2°, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité;

2° les avis de sécurité délivrés conformément à l'article 22^{quinquies}/1 de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité;

3° les attestations de sécurité délivrées conformément aux articles 22^{bis} et 22^{ter} de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité;

4° les autorisations octroyées par l'Autorité Nationale de Sécurité dans le cadre de la Décision 1104/2011/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 relative aux modalités d'accès au service public réglementé offert par le système mondial de radionavigation par satellite issu du programme Galileo.

Les habilitations de sécurité visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, peuvent être modifiées, suspendues ou retirées conformément aux dispositions de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé, telles que modifiées par la présente loi.

Les attestations de sécurité visées à l'alinéa 1^{er}, 3°, peuvent être retirées conformément aux dispositions de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé, telles que modifiées par la présente loi.

Les autorisations visées à l'alinéa 1^{er}, 4°, peuvent être modifiées, suspendues ou retirées conformément aux dispositions de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé, telles que modifiées par la présente loi.

§ 2. Les personnes morales qui ont reçu une habilitation de sécurité visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, incluant une approbation de leurs systèmes de communication et d'information ou de leurs installations physiques, sont exemptées de l'obtention de l'approbation de leurs systèmes de communication et d'information ou de l'approbation de leurs installations physiques pour la durée de validité de cette habilitation de sécurité.

Art. 56. Le Roi peut modifier la terminologie et les renvois utilisés dans les dispositions légales en vigueur en vue d'assurer leur concordance avec la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, telle que modifiée par la présente loi.

5° het openbaar ministerie, de hoven en rechtbanken en administratieve rechtscolleges;

6° het Interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën;

7° de Geïntegreerde Politie.

§ 4. De retributie bedoeld in paragrafen 1 en 2 is verschuldigd aan de administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie "Nationale Veiligheidsverheid".

§ 5. De Koning kan het bedrag van de te innen retributies en de verdeelsleutel vaststellen tussen de betrokken diensten en bepaalt de nadere regels van de inning van de retributies, de overmaking van de retributies aan de administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie "Nationale Veiligheidsverheid" alsook die betreffende de boekhouding."

Art. 53. In artikel 23, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 mei 2005, worden de woorden "De leden van de overheden bedoeld in de artikelen 15, 22^{ter} en 22^{quinquies}" vervangen door de woorden "De Nationale Veiligheidsverheid, de overheden bedoeld in de artikelen 1^{er}quinquies, eerste tot derde lid, 22^{bis}/1, 22^{bis}/2, 22^{ter} en 22^{quinquies}".

Art. 54. In artikel 26, § 1, van dezelfde wet worden de woorden "informatie, documenten of gegevens, materieel, materialen of stoffen, in welke vorm ook, die met toepassing van de bepalingen van deze wet geclassificeerd zijn" vervangen door de woorden "geclassificeerde informatie".

HOOFDSTUK 3. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 55. § 1. De volgende beslissingen, toegekend voor de inwerkingtreding van deze wet, blijven geldig tot hun vervaldatum na de inwerkingtreding van deze wet:

1° de veiligheidsmachtigingen afgeleverd overeenkomstig artikel 13, 2°, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen;

2° de veiligheidsadviezen afgeleverd overeenkomstig artikel 22^{quinquies}/1 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen;

3° de veiligheidsattesten afgeleverd overeenkomstig de artikelen 22^{bis} en 22^{ter} van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen;

4° de toelatingen toegekend door de Nationale Veiligheidsverheid in het kader van het Besluit 1104/2011/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2011 betreffende de voorwaarden voor toegang tot de overheidsdienst (publiek gereguleerde dienst) die wordt aangeboden door het wereldwijde satellietnavigatiesysteem dat is ingevoerd door het Galileo-programma.

De veiligheidsmachtigingen bedoeld in het eerste lid, 1°, kunnen worden gewijzigd, geschorst of ingetrokken overeenkomstig de bepalingen van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst, zoals gewijzigd bij deze wet.

De veiligheidsattesten bedoeld in het eerste lid, 3°, kunnen worden ingetrokken overeenkomstig de bepalingen van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst, zoals gewijzigd bij deze wet.

De toelatingen bedoeld in het eerste lid, 4°, kunnen worden gewijzigd, geschorst of ingetrokken overeenkomstig de bepalingen van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst, zoals gewijzigd bij deze wet.

§ 2. De rechtspersonen die een veiligheidsmachtiging bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, hebben ontvangen, met inbegrip van een goedkeuring van hun communicatie- en informatiesystemen of van hun fysieke installaties, zijn vrijgesteld van het verkrijgen van de goedkeuring van hun communicatie- en informatiesystemen of van de goedkeuring van hun fysieke installaties voor de duur van de geldigheid van deze veiligheidsmachtiging.

Art. 56. De Koning kan de terminologie en de verwijzingen gebruikt in de geldende wettelijke bepalingen wijzigen teneinde ze in overeenstemming te brengen met de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, zoals gewijzigd door deze wet.

CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur*

Art. 57. Les articles 44 à 49 entrent en vigueur à une date à déterminer par le Roi, étant entendu que cette date ne peut être antérieure à l'entrée en vigueur des dispositions organisant la perte de la fonction ou de l'emploi visée à l'article 22sexies/4, § 4, et qu'un délai de maximum cinq années doit s'écouler entre la publication de la présente loi au *Moniteur belge* et la date d'entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 44 à 49 entrent en vigueur à l'égard des candidats à une fonction ou un emploi au sein du ministère de la Défense un mois après la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Art. 58. Le transfert des membres du personnel du secrétariat de l'Autorité Nationale de Sécurité vers la Police Fédérale aura lieu au plus tard le 1^{er} janvier 2024.

Le Roi détermine les modalités de ce transfert.

Art. 59. Les personnes visées à l'article 22sexies/2, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité qui ne sont pas titulaires d'une habilitation de sécurité ou d'un avis de sécurité positif en cours de validité à l'entrée en vigueur de cet article 22sexies/2, sont informées, dans les deux mois de l'entrée en vigueur de cet article 22sexies/2, par l'officier de sécurité compétent qu'elles tombent sous l'obligation de se soumettre à la vérification de sécurité visée à l'article 22sexies de la même loi. Elles disposent d'un délai de six mois à compter de cette prise de connaissance pour transmettre leur consentement et la demande individuelle au Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées par l'intermédiaire de l'officier de sécurité compétent.

Le Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées ne doit pas délivrer les avis de sécurité demandés en application de l'alinéa 1^{er} dans le délai déterminé en application de l'article 22sexies/3, § 3, de la même loi. Il dispose d'un délai de deux ans pour délivrer tous les avis, avec une priorité pour les personnes qui n'ont jamais fait l'objet d'une enquête ou d'une vérification de sécurité.

L'avis de sécurité positif déjà délivré aux postulants disposant de la qualité de militaire avant l'entrée en vigueur de la présente loi a une validité de cinq ans à compter de sa délivrance.

Art. 60. La présente loi entre en vigueur le 31 décembre 2023.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires étrangères,
H. LAHBIB

Le Ministre de la Justice,
V. VANQUICKENBORNE

La Ministre de la Défense,
L. DEDONDER

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)

Documents. – 55K2443

Compte rendu intégral : 9 februari 2023.

HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingtreding*

Art. 57. De artikelen 44 tot 49 treden in werking op een door de Koning te bepalen datum, met dien verstande dat deze datum niet vroeger kan zijn dan de inwerkingtreding van de bepalingen tot regeling van het verlies van de functie of de betrekking bedoeld in artikel 22sexies/4, § 4, en dat tussen de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad* en de datum van inwerkingtreding een termijn van maximaal vijf jaar moet verstrijken.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen 44 tot 49 ten aanzien van kandidaten voor een functie of een betrekking bij het ministerie van Defensie in werking één maand na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 58. De overplaatsing van personeelsleden van het secretariaat van de Nationale Veiligheidszorg naar de Federale Politie geschiedt ten laatste op 1 januari 2024.

De Koning bepaalt de nadere regels van deze overplaatsing.

Art. 59. Personen zoals bedoeld in artikel 22sexies/2, eerste lid, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen die niet in het bezit zijn van een geldige veiligheidsmachtiging of een geldig positief veiligheidsadvies op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit artikel 22sexies/2, worden binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit artikel 22sexies/2 door de bevoegde veiligheidsofficier op de hoogte gesteld van het feit dat zij onder de toepassing vallen van de verplichting tot het ondergaan van de veiligheidsverificatie bedoeld in artikel 22sexies van dezelfde wet. Zij beschikken over een termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de datum van deze kennisgeving, om hun instemming en het individuele verzoek via de bevoegde veiligheidsofficier aan de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht over te zenden.

De Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht moet de krachtens het eerste lid gevraagde veiligheidsadviezen niet uitbrengen binnen de termijn bepaald krachtens artikel 22sexies/3, § 3, van dezelfde wet. Hij beschikt over een termijn van twee jaar om alle adviezen uit te brengen, met voorrang voor personen die nooit het voorwerp hebben uitgemaakt van een veiligheidsonderzoek of -verificatie.

Het positieve veiligheidsadvies dat reeds vóór de inwerkingtreding van deze wet aan sollicitanten met de hoedanigheid van militair is verstrekt, is geldig gedurende vijf jaar vanaf de datum van verstrekking.

Art. 60. Deze wet treedt in werking op 31 december 2023.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 april 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
H. LAHBIB

De Minister van Justitie,
V. VANQUICKENBORNE

De Minister van Defensie,
L. DEDONDER

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)

Stukken. – 55K2443

Integraal Verslag: 9 februari 2023.